



Croissance et intégration solidaire : quelle stratégie pour l'Europe ?





3^e édition des Entretiens du Trésor

Croissance et intégration solidaire :
quelle stratégie pour l'Europe ?

Sommaire

- Programme
- Biographies des intervenants
- Notes de problématique
- Présentation de la direction générale du Trésor



Les Entretiens du Trésor
« Croissance et intégration solidaire : quelle stratégie pour l'Europe ? »

Un colloque organisé par la direction générale du Trésor
Vendredi 30 novembre 2012 – de 9h00 à 13h00
Ministère de l'Économie et des Finances – Ministère du Commerce extérieur
Centre de conférences Pierre- Mendès- France
139 rue de Bercy – Paris 12^{ème}

Colloque animé par François Lenglet – Rédacteur en chef du service France de France 2

- 9h00 **Ouverture**
Ramon Fernandez, directeur général du Trésor
- 9h15 **Interventions**
Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI)
Mario Draghi, président de la Banque centrale européenne (BCE)
- 10h15 **L'union budgétaire**
Modérateur : Pierre-Olivier Gourinchas, professeur d'économie à l'université de Californie, Berkeley, et à Sciences Po
Vittorio Grilli, ministre italien de l'Économie et des Finances
Martin Hellwig, directeur de l'institut Max Planck *for research on collective goods*
Sylvie Goulard, députée, Parlement européen
- 11h00 **L'union bancaire**
Modérateur : Jean Pisani-Ferry, directeur de l'institut Bruegel
Jacek Rostowski, ministre polonais des finances
Béatrice Weder di Mauro, professeur d'économie à l'université Gutenberg de Mainz
Klaas Knot, Gouverneur de la Banque des Pays-Bas
Jose Antonio Alvarez, directeur financier groupe, Banco Santander
- 11h45 **La compétitivité en Europe**
Modérateur : Philippe Aghion, professeur d'économie à l'université de Harvard
Nicole Bricq, ministre du Commerce extérieur
Louis Gallois, commissaire général à l'investissement
Jean-François Trogrlic, directeur, BIT France
Jacob Wallenberg, président d'Investor AB
- 12h30 **Conclusion**
Pierre Moscovici, ministre de l'Économie et des Finances
- 13h00 **Fin de la manifestation**

Vendredi 30 novembre 2012

Accueil à partir de 8h15

Ministère de l'Économie et des Finances
Centre de conférences Pierre-Mendès-France
139 rue de Bercy - 75012 Paris

Invitation strictement personnelle

Votre confirmation d'inscription ainsi qu'une pièce d'identité vous seront demandées à l'entrée

Treasury Talks

"A European strategy for growth and integration with solidarity"

*A conference organized by the Directorate General of the Treasury
Friday, 30 November 2012 – from 9am to 1pm
at the Ministry of Economy and Finance – Ministry for Foreign Trade
Pierre-Mendès-France Conferences Centre
139 rue de Bercy – Paris 75012*

The conference will be moderated by François Lenglet, Editor-in-chief for France, France 2 TV

- 9.00am **Opening**
Ramon Fernandez, Director-General of the Treasury
- 9.15am **Key note speeches**
Christine Lagarde, Managing Director of the International Monetary Fund (IMF)
Mario Draghi, President of the European Central Bank (ECB)
- 10.15am **Budgetary union**
Moderator: Pierre-Olivier Gourinchas, professor of economics at the University of California, Berkeley, and Sciences Po Paris
Vittorio Grilli, Italian Minister for the Economy and Finance
Martin Hellwig, Director of the Max Planck Institute for research on collective goods
Sylvie Goulard, Member of the European Parliament
- 11am **Banking union**
Moderator: Jean Pisani-Ferry, Director of the Bruegel Institute
Jacek Rostowski, Polish Minister of Finance
Beatrice Weber di Mauro, Professor of economics, Johannes Gutenberg-University Mainz
Klaas Knot, Governor, Central Bank of the Netherlands
Jose Antonio Alvarez, Group CFO, Banco Santander
- 11.45am **European competitiveness**
Moderator: Philippe Aghion, professor of economics at Harvard University
Nicole Bricq, Minister for Foreign Trade
Louis Gallois, General Commissioner for investment
Jean-François Trogrlic, Director, ILO France
Jacob Wallenberg, Chairman of Investor AB
- 12.30pm **Conclusion**
Pierre Moscovici, Minister for the Economy and Finance
- 1pm **End**

Vendredi 30 novembre 2012

Accueil à partir de 8h15

Ministère de l'Économie et des Finances
Centre de conférences Pierre-Mendès-France
139 rue de Bercy - 75012 Paris

Invitation strictement personnelle

[Votre confirmation d'inscription ainsi qu'une pièce d'identité vous seront demandées à l'entrée](#)



***Biographies des
intervenants /
Speakers' biographies***





Introduction / Opening





Ramon FERNANDEZ

*Directeur général du Trésor
Ministère de l'Economie et des Finances*

Ramon Fernandez est directeur général du Trésor depuis mars 2009. Jusqu'alors chargé des fonctions de chef du service du financement de l'économie à la DG Trésor, Ramon Fernandez a été, d'avril 2008 à janvier 2009, directeur du cabinet du ministre du travail, des relations sociales, de la famille et de la solidarité Xavier Bertrand, après avoir été de juin 2007 à avril 2008, conseiller économique à la présidence de la République.

Ramon Fernandez, qui a effectué l'essentiel de sa carrière à la direction du Trésor, a par ailleurs exercé des fonctions au sein du FMI (Fonds Monétaire International). De mai 2002 à octobre 2003, il occupait la fonction de conseiller technique au cabinet de Francis Mer, alors ministre de l'économie, des finances et de l'industrie.

Ramon Fernandez est diplômé de Sciences Po et de l'ENA, promotion Léon Gambetta (1991-1993).

Ramon FERNANDEZ

*Director General of the Treasury,
Ministry for the Economy, Finance and Industry*

Since 4 March 2009, Ramon FERNANDEZ has been Director-General of the Treasury Directorate-General (DG Trésor). From February to March 2009, he was Head of Financial Sector Department (SFE), DG Trésor. From April 2008 to January 2009, he was Principal Private Secretary to the Minister for Labour, Labour Relations, the Family and Solidarity, Xavier Bertrand. From June 2007 to April 2008, he was Senior Economic Adviser to the Presidency of the French Republic.

Prior to these positions, he occupied several posts at the Treasury Directorate, and IMF. From May 2002 to October 2003, he was technical Staff Adviser to the Minister for the Economy, Finance and Industry, Francis Mer.

Ramon Fernandez is graduated from the Institute of Political Studies ("Science Po"), Paris (1988) and from the French Senior Civil Service School (ENA), Léon Gambetta class, 1991-1993.





Interventions / **Key note speeches**



**Christine Lagarde***Directrice générale du FMI*

Née à Paris en 1956, Christine Lagarde a terminé ses études secondaires au Havre et fréquenté le collège Holton Arms à Bethesda (Maryland, États-Unis d'Amérique). Elle a ensuite poursuivi ses études de droit à l'Université de Paris X et obtenu une maîtrise à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence.

Après son admission au barreau de Paris, Madame Lagarde est entrée au cabinet d'avocats Baker & McKenzie comme associée spécialiste en droit du travail, en droit de la concurrence et en fusions-acquisitions. Membre du Comité exécutif de Baker & McKenzie en 1995, elle est devenue présidente du Comité exécutif monde en 1999, avant de présider son Comité stratégique monde en 2004.

En juin 2005, Christine Lagarde est entrée au gouvernement français comme ministre du commerce extérieur. Après un bref passage au ministère de l'agriculture et des pêches, elle est devenue en juin 2007 la première femme ministre des finances et de l'économie d'un pays du G-7. De juillet à décembre 2008, elle a également présidé l'ECOFIN, conseil des ministres de l'économie et des finances de l'Union européenne.

En tant que membre du G-20, Madame Lagarde a participé activement à la gestion de la crise financière, contribuant à promouvoir des politiques internationales axées sur la supervision et la régulation financières et sur le renforcement de la gouvernance économique mondiale. Devenue présidente du G-20 lorsque la France en a assumé la présidence pour 2011, elle a lancé un vaste chantier de réforme du système monétaire international.

En 2009, Christine Lagarde a été classée au 17^e rang des femmes les plus influentes du monde par le magazine *Forbes*, au 5^e rang des meilleures femmes d'affaires par l'édition européenne du *Wall Street Journal*, et est devenue l'un des 100 premiers leaders mondiaux selon le magazine *Times*. Le *Financial Times* l'a sacrée meilleure ministre des finances d'Europe pour l'année 2009.

Christine Lagarde a été élevée au rang de Chevalier de la Légion d'honneur en juillet 2000.

Ancienne membre de l'équipe nationale française de nage synchronisée, Madame Lagarde est mère de deux enfants.





Christine Lagarde
Managing Director, IMF

Born in Paris in 1956, Christine Lagarde completed high school in Le Havre and attended Holton Arms School in Bethesda (Maryland, USA). She then graduated from law school at University Paris X, and obtained a Master's degree from the Political Science Institute in Aix en Provence.

After being admitted as a lawyer to the Paris Bar, Christine Lagarde joined the international law firm of Baker & McKenzie as an associate, specializing in Labor, Anti-trust, and Mergers & Acquisitions. A member of the Executive Committee of the Firm in 1995, Christine Lagarde became the Chairman of the Global Executive Committee of Baker & McKenzie in 1999, and subsequently Chairman of the Global Strategic Committee in 2004.

Christine Lagarde joined the French government in June 2005 as Minister for Foreign Trade. After a brief stint as Minister for Agriculture and Fisheries, in June 2007 she became the first woman to hold the post of Finance and Economy Minister of a G-7 country. From July to December 2008, she also chaired the ECOFIN Council, which brings together Economics and Finance Ministers of the European Union.

As a member of the G-20, Christine Lagarde was involved in the Group's management of the financial crisis, helping to foster international policies related to financial supervision and regulation and to strengthen global economic governance. As Chairman of the G-20 when France took over its presidency for the year 2011, she launched a wide-ranging work agenda on the reform of the international monetary system.

In 2009, Christine Lagarde was ranked the 17th most influential woman in the world by *Forbes* magazine, the 5th best European executive woman by *The Wall Street Journal* Europe, and became one of *Time* magazine's top-100 world leaders. The *Financial Times* named her European Finance Minister of 2009.

Christine Lagarde was named Chevalier in the Légion d'honneur in July 2000.

A former member of the French national team for synchronized swimming, Christine Lagarde is the mother of two sons.





Mario Draghi

Président de la Banque centrale européenne

En tant que président, Mario Draghi est membre du directoire, du Conseil des gouverneurs et du Conseil général de la Banque centrale européenne ainsi que président du Comité européen du risque systémique. Il est également membre du Conseil d'administration de la Banque des règlements internationaux.

De 2006 à octobre 2011, il a occupé les fonctions de gouverneur de la Banque d'Italie. En avril 2006, il a été élu président du Forum de stabilité financière (devenu par la suite le Conseil de stabilité financière) et a exercé ces compétences jusqu'en octobre 2011.

Mario Draghi est diplômé de l'Université Sapienza de Rome (1970) et a obtenu un doctorat en économie au *Massachusetts Institute of Technology* en 1977. De 1975 à 1981, il a enseigné l'économie aux Universités de Trente, de Padoue et de Venise. De 1981 à 1991, il a été professeur d'économie à l'Université de Florence.

Avant d'être nommé gouverneur de la Banque d'Italie, il a été vice-président et directeur général de Goldman Sachs International et membre du comité de direction du groupe (2002-2005). Il a été directeur général du Trésor italien (1991-2001), président du Comité économique et financier de l'Union européenne (2000-2001) et président du Groupe de travail n°3 de l'OCDE (1999-2001).

En 1993, il a été nommé président du comité pour les privatisations en Italie. De 1984 à 1990, il a été administrateur à la Banque mondiale.

Lorsqu'il dirigeait le Trésor italien, Mario Draghi a présidé le comité chargé de la révision de la législation relative aux entreprises et de la législation financière, qui a élaboré le projet de loi régissant les marchés financiers en Italie (1997-1998). Il a aussi siégé au conseil d'administration de plusieurs banques et sociétés (Eni, IRI, BNL et IMI).

Il est membre du *Board of Trustees* (conseil d'administration) du *Princeton Institute for Advanced Study* depuis 2009 et *Honorary Trustee* de la *Brookings Institution* depuis 2003. Il a été également *IOP Fellow* à la *John F. Kennedy School of Government* de l'Université d'Harvard.

Mario Draghi est l'auteur de plusieurs publications traitant de questions macroéconomiques et financières.



**Mario Draghi**

President of the European Central Bank (ECB)

In his capacity as President, Mario Draghi is a member of the Executive Board, the Governing Council and General Council of the European Central Bank, as well as the Chair of the European Systemic Risk Board. He is also a member of the Board of Directors of the Bank for International Settlements.

From 2006 to October 2011 he served as Governor of the Banca d'Italia. In April 2006 he was elected Chairman of the Financial Stability Forum (later the Financial Stability Board), and served in that function until November 2011.

He graduated from the Sapienza University of Rome in 1970 and received his PhD in Economics from the Massachusetts Institute of Technology in 1977. Between 1975 and 1981, he was Professor of Economics at the universities of Trento, Padua and Venice, and from 1981 to 1991 he served as Professor of Economics at the University of Florence.

Prior to taking the helm of the Banca d'Italia, he was Vice Chairman and Managing Director at Goldman Sachs International, and a member of the firm-wide Management Committee (2002-2005). He was Director General of the Italian Treasury (1991-2001), Chairman of the European Economic and Financial Committee (2000-2001), and Chairman of the OECD's Working Party No 3 (1999-2001). In 1993 he was appointed Chairman of the Italian Committee for Privatisations and from 1984 to 1990 he was an Executive Director of the World Bank.

During his time at the Treasury, he chaired the committee that revised Italian corporate and financial legislation and drafted the law that governs Italian financial markets (1997-1998). He has also served on the boards of several banks and corporations (Eni, IRI, BNL and IMI).

He has been a member of the Board of Trustees of the Princeton Institute for Advanced Study since 2009 and an Honorary Trustee of the Brookings Institution since 2003. He has also been an IOP Fellow at the John F. Kennedy School of Government at Harvard University.

He has written and edited a number of publications on macroeconomic and financial issues.





L'union budgétaire / **Budgetary union**





Pierre-Olivier Gourinchas

Professeur d'économie

Pierre-Olivier Gourinchas a grandi en France et étudié à l'École polytechnique. Il a obtenu un doctorat au Massachusetts Institute of Technology (MIT) en 1996 et a enseigné à la Stanford Graduate School of Business et à l'Université de Princeton, avant de rejoindre le département d'économie de l'université de Berkeley. Il a aujourd'hui quitté temporairement Berkeley pour enseigner à Sciences Po (Paris).

Ses recherches sont principalement axées sur la macroéconomie et la finance internationales. Les plus récentes s'intéressent à l'importance des valorisations pour la dynamique de l'ajustement externe et la détermination des taux de change (avec Hélène Rey), aux déterminants des flux de capitaux en direction et en provenance des pays en développement (avec Olivier Jeanne), aux portefeuilles internationaux (avec Nicolas Coeurdacier), aux déséquilibres mondiaux (avec Ricardo Caballero et Emmanuel Farhi), à la discrimination internationale par les prix (avec Gita Gopinath, Chang-Tai Hsieh et Nick Li) et à la crise financière mondiale (avec Maury Obstfeld). Il a obtenu, en 2007, le prix Bernàcer du meilleur économiste européen de moins de 40 ans travaillant dans le domaine de la macroéconomie et de la finance et, en 2008, le Prix du Meilleur Jeune Économiste, qui récompense le meilleur économiste français de moins de 40 ans.

Pierre-Olivier Gourinchas

Professor of Economics

Pierre-Olivier Gourinchas grew up in France where he attended Ecole Polytechnique. He received his PhD in 1996 from MIT and taught at Stanford Graduate School of Business and Princeton University before joining UC Berkeley department of economics. On leave from Berkeley, he is currently visiting SciencesPo (Paris).

Professor Gourinchas' main research interests are in international macroeconomics and finance. His recent research focuses on the importance of the valuation channel for the dynamics of external adjustment and the determination of exchange rates (with Hélène Rey); on the determinants of capital flows to and from developing countries (with Olivier Jeanne); on international portfolios (with Nicolas Coeurdacier); on global imbalances (with Ricardo Caballero and Emmanuel Farhi), on international price discrimination (with Gita Gopinath, Chang-Tai Hsieh and Nick Li) and on the global financial crisis (with Maury Obstfeld). He is the laureate of the 2007 Bernàcer Prize for best European economist working in macroeconomics and finance under the age of 40, and of the 2008 Prix du Meilleur Jeune Economiste for best French economist under the age of 40.





Vittorio Grilli
Ministre des finances italien



Né le 19 mai 1957 à Milan

Vittorio Umberto Grilli est né en 1957 à Milan.

Il a obtenu un diplôme en sciences sociales et économiques à l'université Luigi Bocconi de Milan, puis une maîtrise et un doctorat en économie à l'université de Rochester, dans l'État de New York.

Vittorio Grilli a vécu plusieurs années aux États-Unis où il a enseigné, de 1986 à 1990, différentes matières au sein du département d'économie de l'université de Yale, puis il s'est installé en Europe pour donner des cours d'économie financière, de 1990 à 1994, au Birkbeck College de l'université de Londres.

Avant d'être nommé, le 11 juillet 2002, ministre italien de l'Économie et des Finances, il était vice-ministre au sein du même ministère. De 2005 à 2011, il a exercé la fonction de directeur général du Trésor après avoir été comptable général de l'État italien, de 2002 à 2005.

Sa première prise de fonction au ministère italien de l'Économie et des Finances date de 1993, lorsqu'il est devenu membre du Conseil des experts du Trésor.

De 1994 à 2000, il a été à la tête de la direction « Analyse économique et financière et privatisations » et a également exercé la fonction de directeur général par intérim de la dette publique et du Trésor, de 1996 à 1997.

Au cours de la dernière année de son mandat de directeur général du Trésor, Vittorio Grilli a également été élu président du comité économique et financier, organe européen qui prépare les travaux de l'Ecofin et dont il était vice-président depuis mars 2009.

Dans le secteur privé, il a assumé la fonction de directeur général chez Credit Suisse First Boston, à Londres. Il a en outre été président de l'Istituto Italiano di Tecnologia (institut italien de technologie) pendant plusieurs années et membre de la Commissione di Garanzia per l'Informazione Statistica (commission italienne de garantie des informations statistiques) ainsi que du conseil d'administration de plusieurs organisations et sociétés, cotées ou non, parmi lesquelles Cassa Depositi e Prestiti, Istituto Nazionale di Genetica Molecolare (INGM), Scuola Superiore Sant'Anna di Pisa, ENEL S.p.A., Alitalia, Artigiancassa SpA, CONSAP SpA, CONSIP SpA, WIND, la Banque européenne d'investissement (BEI), ISPE, ISAE et Arcus S.p.A.

Il a publié de nombreux articles et ouvrages traitant de politique économique nationale et internationale. Il fait actuellement partie de la branche italienne de l'institut Aspen.

Vittorio Grilli a également remporté plusieurs prix, notamment la médaille d'or de l'université Luigi Bocconi (1981), le prix Saint-Vincent pour l'économie (1992), le prix Tarantelli de la meilleure idée économique (2004), le prix Bocconi (2005) et le prix Guido Carli de la meilleure initiative financière - Fonds pour les PME (2010).

En reconnaissance de ses mérites personnels et professionnels, Vittorio Grilli a reçu en 2011 le titre de chevalier grand-croix (*Cavaliere di Gran Croce*).





Vittorio Grilli
Italian Minister of Finance



Born May 19, 1957 in Milan

Vittorio Umberto Grilli was born in Milan in 1957.

He graduated in Economics and Social Studies at *Luigi Bocconi* University of Milan, then attained a Master and a Ph.D. in Economics at the University of Rochester in New York (USA).

In the USA, where he lived for several years, Professor Grilli taught economic subjects at the Department of Economics of Yale University from 1986 to 1990, and subsequently moved to Europe, where he taught Financial Economics at Birkbeck College, University of London (UK) in the period 1990 to 1994.

Prior to his appointment as Italy's Minister of Economy and Finance on 11 July 2012, Professor Grilli served as Deputy Minister in the same Ministry. He was Director General of the Treasury from 2005 to 2011 and, previously, Italy's State Accountant General from 2002 to 2005.

His first assignment at Italy's Ministry of Economy and Finance dates back 1993, when he became a member of the Council of Experts at the Department of the Treasury.

From 1994 to 2000 Professor Grilli was Director General for Economic and Financial Analysis and Privatization, and regent Director General for Public Debt and State Treasury DG from 1996 to 1997.

Over the last year as Director General of the Treasury, Professor Grilli was also appointed President of the Economic and Financial Committee - the European body in charge of preparing the Ecofin - after being its Vice-President since March 2009.

In the private sector, he worked as Managing Director at Credit Suisse First Boston in London (UK). Furthermore he was President of the Italian Institute of Technology for several years, and member of the *Commissione di Garanzia per l'Informazione Statistica* (Italy's national Commission for statistic information guarantee) and of the Board of Directors of numerous listed and non-listed companies, including: *Cassa Depositi e Prestiti*, Italy's National Institute of Molecular Genetics (INGM), *Scuola Superiore Sant'Anna* of Pisa, ENEL SpA, Alitalia, Artigiancassa SpA, CONSAP SpA, CONSIP SpA, WIND, European Investment Bank (EIB), ISPE, ISAE, and Arcus SpA.

Professor Grilli has published numerous articles and books dealing with national and international economic policy issues. He is currently Member of Aspen Institute - Italy.

Professor Grilli has also won several awards including: the Gold Medal of *Luigi Bocconi* University (1981), the Saint Vincent Prize for Economics (1992), the *Tarantelli* Prize for the best economic idea (2004), the 2005 *Bocconi* Prize, and the *Guido Carli* Prize for the best new financial initiative - Fund for SMEs (2010).

Thanks to his outstanding civil and professional merits, in 2011 Professor Grilli was appointed Grand Cross Knight (*Cavaliere di Gran Croce*).





Martin Hellwig

Directeur du Max Planck Institute for research on collective goods

Martin **Hellwig** est directeur du Max Planck Institute for Research on Collective Goods et professeur d'économie à l'université de Bonn (Allemagne). Il est titulaire d'un doctorat en économie du Massachusetts Institute of Technology (MIT). Il a exercé différentes fonctions au sein des universités de Stanford, Princeton, Bonn, Bâle, Harvard et Mannheim.

Ses recherches portent sur l'économie de l'information et des incitations, sur les biens publics et la fiscalité, sur les institutions financières et la stabilité financière ou encore sur la politique de la concurrence dans les industries de réseau. Il est membre de l'Econometric Society, membre honoraire étranger de l'American Economic Association et de l'American Academy of Arts and Sciences et ancien président de la European Economic Association et de la Verein für Socialpolitik (association d'économistes allemande).

Il est également membre du comité consultatif scientifique du ministère allemand de l'Économie et de la Technologie et du groupe consultatif économique sur la politique de la concurrence de la Commission européenne, ancien président de la Monopolkommission (commission des monopoles) et du comité consultatif chargé de conseiller le gouvernement fédéral allemand dans le cadre du programme de financement des entreprises Wirtschaftsfonds Deutschland. Il est par ailleurs actuellement vice-président du comité scientifique consultatif du Comité européen du risque systémique.

Martin Hellwig

Director of the Max Planck Institute for research on collective goods

Martin **Hellwig** is a Director at the Max Planck Institute for Research on Collective Goods and a Professor of Economics at the University of Bonn, Germany. He holds a doctorate in economics from the Massachusetts Institute of Technology. He has held university positions at Stanford, Princeton, Bonn, Basel, Harvard, and Mannheim.

His research interests involve the economics of information and incentives, public goods and taxation, financial institutions and financial stability, network industries and competition policy. He is a fellow of the Econometric Society, a Foreign Honorary Member of the American Economic Association and the American Academy of Arts and Sciences and a Past President of the European Economic Association and the Verein für Socialpolitik (German Economic Association).

He is also a Member of the Academic Advisory Committee of the German Ministry of the Economy and Technology and of the European Commission's Economic Advisory Group on Competition Policy, a Past Chairman of the German Monopolies Commission and of the German Government's Advisory Committee of Wirtschaftsfonds Deutschland. Currently he is Vice Chair of the Advisory Scientific Committee of the European Systemic Risk Board.



**Sylvie Goulard***Députée, Parlement européen*

Juin 2009, élue députée européenne dans la circonscription Ouest (ALDE) :

Membre de la commission des affaires économiques et monétaires (ECON) - Coordinatrice ADLE,

Depuis le début de la mandature, rapporteur sur :

- Le règlement créant le Comité européen du risque systémique (CERS) ;
- Le règlement créant des sanctions pour les pays de la zone euro violant les règles de la « gouvernance économique » (6-pack) ;
- Un rapport sur les euro-obligations (eurobonds) – en cours d'adoption.

Présidente de l'Intergroupe "Extrême pauvreté et droits de l'Homme, Comité Quart Monde européen"

Décembre 2006, élue à la Présidence du Mouvement européen France. Réélue en décembre 2008 jusqu'en juin 2010.

Enseignante au Collège d'Europe à Bruges.

Carrière :

- 2001- 2004, Membre du Groupe des conseillers politiques du Président de la Commission européenne Romano Prodi (notamment suivi de la Convention européenne ; questions globales ; politique de voisinage)
- 1999-2001, Chercheur au CERI / Février 2005-février 2009, chercheur associé au CERI (Sciences Po) ;
- 1996-1999, Chargé de mission au Centre d'analyse et de prévision (Policy planning staff) du Ministère des affaires étrangères (questions européennes ; responsable de la coopération avec le Planungsstab de l'Auswärtiges Amt) ;
- 1993-1996, Conseil d'Etat (section du contentieux, section sociale) ;
- 1989-1993, Direction des affaires juridiques du ministère des affaires étrangères (droit communautaire et droit international public).

Etudes :

- Ecole nationale d'administration (ENA – promotion 1989) ;
- Sciences Po (Institut d'études politiques, Paris) – 1986 ;
- Licence en droit Université d'Aix-en-Provence.

Autres activités :

Membre du conseil d'administration d'Europartenaires ; membre du sénat de la Nationalstiftung, Weimar ; Membre du conseil scientifique de l'Institut für Europäische Politik, Berlin ; Membre du conseil d'administration de la Fondation BBI (Berlin Brandenburgisches Institut für die deutsch-französische Zusammenarbeit in Europa, Genshagen) ; Membre du Advisory board, The European Policy Center - EPC (Bruxelles).

Décoration:

Croix du mérite de la République fédérale allemande (2003) ; Chevalier de l'ordre national du mérite français (2008).





Sylvie Goulard
Member of the European Parliament

June 2009 elected French Member of the European Parliament for the West of France (ALDE)

Member of the Economic and Monetary Affairs Committee (ECON) - ALDE coordinator.

Since 2009 rapporteur for:

- The regulation creating the European Systemic Risk Board (ESRB)
- The regulation creating sanctions for Euro zone Member States who violate the 'economic governance' rules (6-pack text)
- A report concerning Eurobonds (in the process of being adopted)

President of the intergroup "Extreme Poverty and Human Rights, Fourth World Committee"

December 2006 Elected President of the European Movement - France. Re-elected from December 2008 to June 2010.

Lecturer at the College of Europe in Bruges

Career

- 2001- 2004 Member of the group of political advisors to Romano Prodi, President of the European Commission (working on the European Convention; neighbourhood policy; general political advice)
- 1999-2001 Researcher for CERl; February 2005-February 2009 Research Associate for CERl (Sciences Po);
- 1996-1999 Policy Officer at the Centre for Analysis and Forecasting (Policy planning staff) for the Ministry of Foreign Affairs (European issues; responsible for cooperation with the Planungsstab de l'Auswärtiges Amt)
- 1993-1996 Council of State (litigation department, social department)
- 1989-1993 Legal affairs department of the Ministry of Foreign Affairs (community law and international public law)

Academic qualifications

- National School of Administration (ENA – promotion 1989);
- Sciences Po (Institut d'études politiques, Paris) – 1986 ;
- Law degree: University of Aix-en-Provence

Additional activities:

Member of the Senate of the Deutsche Nationalstiftung, Weimar; Member of the Board of Directors of Europartenaire; Member of the Scientific Committee of the Institut für Europäische Politik, Berlin; Member of the Board of Directors of the BBI Foundation (Berlin Brandenburgisches Institut für die deutsch-französische Zusammenarbeit in Europa, Genshagen); Member of the Advisory board, The European Policy Center - EPC (Brussels)

Decoration: Cross of Merit of the Federal German Republic (2003); Knight of the National Order of Merit (France)





L'union bancaire / **Banking union**



**Jean Pisani-Ferry**

Directeur de l'institut Bruegel

Jean Pisani-Ferry est directeur de Bruegel (Bruxelles), centre de recherche et de débat sur les politiques économiques en Europe, et professeur associé à l'Université de Paris-Dauphine.

Au cours de sa carrière, Jean Pisani-Ferry a alterné entre recherche et politique économique. Il a été successivement économiste au Centre d'études prospectives et d'informations internationales -CEPII (1977-1981) ; chargé de mission au Commissariat Général du Plan (1981-1983) ; chef de département au CEPII (1983-1989) ; conseiller auprès du Directeur général des affaires économiques et financières de la Commission européenne (1989-1992) ; directeur du CEPII (1992-1997) ; conseiller économique auprès du ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie; conseiller scientifique (2000-2001) puis président délégué (2001-2002) du CAE ; chargé de mission auprès du directeur du Trésor (2002-2004).

Jean Pisani-Ferry a enseigné l'économie au CEPE (1979-85), à Sciences Po (1984-89), à l'Université libre de Bruxelles (1990-95), à l'École centrale (1993-96) et à l'École polytechnique (1995-2004). Il a été président de l'Association Française de Science Economique (2006-2007) et membre du Conseil d'analyse économique (jusqu'en 2012).

Né en 1951, Jean Pisani-Ferry est ingénieur Supélec, titulaire d'un DEA de mathématiques, et ancien élève du Centre d'études des programmes économiques (CEPE).

Les travaux récents de Jean Pisani-Ferry portent sur les questions européennes (*Le Réveil des démons*, Fayard, 2011, *L'Europe de nos volontés* avec Pascal Lamy, 2002 ; co-auteur du *Rapport Sapir* sur la croissance en Europe, 2004; *L'Europe déclassée ?*, avec Olivier Blanchard et Charles Wyplosz, Flammarion 2005 ; rapport Bruegel *Coming of Age*, sur la zone euro, 2008) ; sur l'emploi (rapport *Plein emploi* au premier ministre, 2000) ; sur les questions internationales (rapport *Gouvernance mondiale*, 2002 ; livre *The euro at 10: The next global currency?*, avec Adam Posen) ; et sur la politique économique (ouvrages *Economic Policy : Theory and Practice*, en collaboration, 2010, et *Politique économique*, en collaboration, 2004, 2009, 2012 ; rapports *Politique économique et croissance en Europe*, 2006 et *Les leviers de la croissance française*, 2007).

Il est chroniqueur pour *Le Monde*, *Handelsblatt*, *Project Syndicate*, *the Financial Times A-list* et le magazine chinois *Caixin*.





Jean Pisani-Ferry

Director of the Bruegel Institute

Jean Pisani-Ferry is the Director of Bruegel, a Brussels-based think tank focused on economic policy in Europe, and an associate lecturer at the *Université de Paris-Dauphine*.

In the course of his career, he has alternated between research and economic policy activity. He worked as an economist at the CEPII (French Institute for Research on the International Economy) from 1977 to 1981; as *chargé de mission* (expert adviser) at France's *Commissariat Général du Plan* (Planning Office) from 1981 to 1983; as CEPII department head from 1983 to 1989; as adviser to the Directorate-General for Economic and Financial Affairs of the European Commission from 1989 to 1992; as director of the CEPII from 1992 to 1997; as economic adviser to the French Ministry for the Economy, Finance and Industry; as scientific adviser to the CAE (Council of Economic Analysis) from 2000 to 2001, and as its Deputy Chairman from 2001 to 2002; and as *chargé de mission* in the office of the French Treasury's Director General from 2002 to 2004.

Mr Pisani-Ferry taught economics at the *Centre d'Etudes des Programmes Economiques* (CEPE) from 1979 to 1985, at "*Sciences Po*" from 1984 to 1989, at the *Université Libre de Bruxelles* from 1990 to 1995, at the *Ecole Centrale* from 1993 to 1996 and at the *Ecole Polytechnique* from 1995 to 2004. He served as President of the *Association Française de Science Economique* from 2006 to 2007 and as a member of the Council of Economic Analysis until 2012.

Born in 1951, Mr Pisani-Ferry holds an engineering degree from the *Ecole Supérieure d'Electricité* and a postgraduate DEA degree in mathematics. He also studied at the CEPE.

His recent writings focus on issues facing Europe (*Le Réveil des démons*, Fayard, 2011; *L'Europe de nos volontés*, co-authored with Pascal Lamy, 2002; *An Agenda for a Growing Europe: The Sapir Report*, 2004, which he co-authored; *L'Europe déclassée?*, co-authored with Olivier Blanchard and Charles Wyplosz, Flammarion 2005; the Bruegel Report *Coming of Age: Report on the euro area*, 2008; the *Plein Emploi* report on employment to the Prime Minister, 2000; a report on *Gouvernance Mondiale* in 2002; the book *The euro at 10: The next global currency?*, co-authored with Adam Posen; as well as economic policy writings that include the joint works *Economic Policy: Theory and Practice*, 2010, and *Politique Economique*, 2004, 2009, 2012; the reports *Politique Economique et Croissance en Europe*, 2006, and *Les Leviers de la Croissance Française*, 2007).

He is a regular columnist for *Le Monde*, *Handelsblatt*, *Project Syndicate*, the *Financial Times A-list* and the Chinese magazine *Caixin*.





Jacek Rostowski

Ministre polonais des finances



Jan Vincent-Rostowski (IPA: [ˈjan ˈvɨntsɛnt rɔsˈtɔfsk ˈjɨ]), mieux connu sous le nom de Jacek Rostowski (né le 30 Avril 1951 à Londres) est un économiste polonais et britannique, universitaire et actuel ministre des Finances de la République de Pologne. Il est également membre du Parlement depuis 2011.

Début de la vie et de l'éducation

Jacek Rostowski est né au sein d'une famille polonaise exilée à Londres. Lors de la deuxième Guerre mondiale, son père, Roman Rostowski, fut secrétaire personnel de Tomasz Arciszewski, alors Premier Ministre du gouvernement polonais en exil. Celui-ci décida de ne pas revenir en Pologne après la guerre. Dans les années 1950, son père travailla ensuite pour le ministère britannique des Affaires étrangères et du Commonwealth et fut nommé aux postes au Kenya, à l'île Maurice et aux Seychelles où Jacek Rostowski passa une grande partie de son enfance.

Jacek Rostowski étudia à l'école de Westminster à Londres, et passa ensuite par l'UCL et la LSE où il y effectua respectivement une licence, une maîtrise et un master.

- 1972: License en Relations internationales, *University College London (UCL)*
- 1973: Maîtrise - Economie et histoire, *University College London (UCL)*
- 1975: Master - Economie, *London School of Economics and Political Science (LSE)*

Carrière

Maître de conférence à l'école des études slaves et d'Europe de l'Est de l'université de Londres de 1988 à 1995, il travailla également au Centre pour la performance économique de la *London School of Economics* entre 1992 à 1995.

Pendant ce temps, Rostowski co-édita, avec Ljubo Sirc, la revue scientifique intitulée « Les économies communistes » (plus tard connue sous le nom "Les économies communistes et la transformation économique" et " Les économies post-communistes").

Au cours des années 1980, il prit part à la « Campagne polonaise de Solidarité », un groupe londonien qui soutenaient les activités de Solidarité. De 1989 à 1991, pendant la grande transformation économique qui suivit la chute du communisme, Rostowski travailla comme conseiller du Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances de la Pologne, Leszek Balcerowicz.

Dans les années 90, Rostowski conseilla également la Fédération de Russie sur la politique macroéconomique.

Celui-ci fut professeur d'économie et dirigea le département d'économie de l'Université d'Europe centrale à Budapest pendant les périodes 1995-2000 et 2005-2006 (ce poste sera suspendu suite à sa nomination en tant que Ministre polonais des Finances.)

De 1997 à 2000, Rostowski fut président du Comité de politique macro-économique au ministère polonais des Finances. Il est l'un des co-fondateurs du Centre pour la recherche économique et sociale (CASE). Il fut également membre du Conseil de la fondation (poste qu'il abandonna suite à sa nomination au ministère des Finances). De 2002 à 2004, il travailla en tant que conseiller économique de la Banque nationale de Pologne. En 2004, Rostowski fut conseiller économique de la Banque SA PEKAO avant de quitter ce poste en Novembre 2007.

Jan Vincent-Rostowski rejoint le Cabinet du Premier ministre Donald Tusk le 16 Novembre 2007 et est actuellement le ministre des Finances de la République de Pologne. Depuis 2011, il est en outre membre du Parlement polonais. Il fut nommé Ministre des Finances européen de l'année en 2009 par le magazine *The Banker* et Ministre des Finances pour les pays émergents d'Europe par le magazine *Emerging Markets* en 2012. En 2010 et en 2011, lors d'un prestigieux classement du Financial Times, Rostowski a été reconnu comme le deuxième et le troisième meilleur Ministre des Finances en Europe.

M. Rostowski a publié de nombreux articles scientifiques concernant l'élargissement européen, la politique monétaire ou encore la politique monétaire et la transformation des économies post-communistes.

Il est marié et a deux enfants. M. Rostowski parle couramment l'anglais, le français, le russe et l'espagnol.





Jacek Rostowski

Ministre polonais des finances

Jan Vincent-Rostowski (IPA: [ˈjan ˈvintsɛnt rɔsˈtɔfski]), known as Jacek Rostowski (born April 30, 1951 in London) is a Polish and British economist, academic and the current Minister of Finance of the Republic of Poland. He is also a Member of Parliament since 2011.

Early life and education

Jacek Rostowski was born into a Polish exile family in London. During the Second World War his father, Roman Rostowski, had been personal Secretary to Tomasz Arciszewski, Prime Minister of the Polish government-in-exile and did not return to Poland after the war. In the 1950s, his father worked for the British Foreign and Commonwealth Office and was posted to Kenya, Mauritius and Seychelles where Jacek Rostowski spent much of his childhood. For a time he studied at Westminster School London, followed by undergraduate and postgraduate studies at UCL and the LSE in London.

- 1972: BSc – International Relations, University College London
- 1973: MA – Economy and History, University College London
- 1975: MSc (magister) – Economics, London School of Economics and Political Science

Career

From 1988 to 1995 he was a lecturer at the School of Slavonic and East European Studies, University of London and during the years 1992 to 1995 he was also at the Centre for Economic Performance, LSE.

During this time, together with Ljubo Sirc, Rostowski co-edited, the academic journal, "Communist Economies" (later known as "Communist Economies & Economic Transformation" and "Post Communist Economies").

During the early 1980s was active in the Polish Solidarity Campaign, a London based Solidarity support group. From 1989 to 1991 during the great economic transformation following the fall of communism, Rostowski worked as an advisor to Poland's Deputy Prime Minister and Finance Minister, Leszek Balcerowicz.

In the early 90s Vincent-Rostowski also advised the Russian Federation on macroeconomic policy.

From 1995 he has been Professor of Economics and was the head of the Department of Economics at the Central European University in Budapest during period: 1995-2000 and 2005-2006 (Post suspended following appointment as Polish Finance Minister.)

During the years 1997 to 2000, Rostowski was Chairman of the Macro-economic Policy Committee at the Polish Ministry of Finance. He is one of the co-founders of the Center for Social and Economic Research (CASE). He was also a member of the Foundation's Council (he resigned from this post when he was nominated as Ministry of Finance). From 2002 to 2004 he worked as Economic Advisor to the National Bank of Poland. In 2004 Rostowski was an Economic Advisor of the Bank PEKAO SA. He left this post in November 2007.

Jan Vincent-Rostowski joined the Cabinet of Premier Donald Tusk on 16 November 2007 and currently serves as the Finance Minister of the Republic of Poland. Since 2011 he has been a member of the Polish Parliament. He was named European Finance Minister of the Year in 2009 by The Banker magazine and Finance Minister of the Year 2012 for Emerging Europe by the Emerging Markets magazine.

Mr Rostowski has published many academic articles concerning European enlargement, monetary policy, currency policy and transformation of the post communist economies.

He is married and has two children. Mr Rostowski fluently speaks English, French, Russian and Spanish.



**Béatrice Weder di Mauro**

Professeur d'économie à l'université Gutenberg de Mayence

Béatrice Weder di Mauro est titulaire depuis 2001 de la chaire de macroéconomie internationale de l'université Johannes Gutenberg de Mayence. Elle a siégé au conseil allemand des experts en économie entre 2004 et 2012, était membre de la commission pour les questions conjoncturelles suisse de 2002 à 2004 et conseillère du vice-chancelier autrichien de 2009 à 2011. Entre 1994 et 1996, elle a travaillé comme économiste au Fonds monétaire international et est intervenue régulièrement en tant que chercheuse invitée dans le département de la recherche du FMI. Elle a occupé différents postes au sein de la Banque mondiale, de l'université de Harvard, du National Bureau of Economic Research, de la Réserve fédérale de New York et de l'université des Nations unies à Tokyo. Elle est chargée de recherches au Centre for Economic Policy Research (CEPR) de Londres, membre du Committee on International Economic and Policy Reform de la Brookings Institution et du Global Agenda Council on Fiscal Crisis du Forum de l'économie mondiale.

Elle est actuellement membre du conseil d'administration de Roche et d'UBS et du conseil de surveillance de Thyssen-Krup et de DEG.

Ses recherches universitaires portent sur les questions monétaires et financières internationales. Elle est titulaire d'un doctorat de l'université de Bâle.

Béatrice Weder di Mauro

Professor of economics, Johannes Gutenberg-University Mainz

Beatrice Weder di Mauro has held the Chair of International Macroeconomics at the Johannes-Gutenberg-University Mainz since 2001. She served as a member of the German Council of Economic Experts from 2004 to 2012, was on the Swiss Council of Economic Advisors from 2002 to 2004 and was an advisor to the Austrian Vice Chancellor 2009 to 2011. From 1994 to 1996 she worked as an economist at the International Monetary Fund and

has been a regular visiting scholar at the research department of the IMF. She held visiting positions at The World Bank, Harvard University, the National Bureau of Economic Research, the Federal Reserve Board of New York and the United Nations University in Tokyo. She is a research fellow at the Centre for Economic Policy Research (CEPR) in London, a member of the Committee on International Economic and Policy Research at Brookings and the Global Agenda Council on Fiscal Crisis of the World Economic Forum. She currently is a member of the supervisory board of Roche, Thyssen-Krupp, UBS and DEG.

Her academic research is in international money and finance and she holds a PhD from the University of Basel.





Klaas Knot

Gouverneur de la Banque des Pays-Bas

Klaas Knot est gouverneur de la banque centrale des Pays-Bas (De Nederlandsche Bank) depuis le 1^{er} juillet 2011. À ce titre, il est membre du conseil des gouverneurs et du conseil général de la Banque centrale européenne, membre du Conseil de stabilité financière ainsi que gouverneur du Fonds monétaire international.

Klaas Knot exerce plusieurs autres fonctions. Il est membre du conseil d'administration de la Banque des règlements internationaux, président de la fondation Koning Willem I et président de la fondation Mr. N.G. Pierson. Depuis 2005, il enseigne l'économie des banques centrales à l'université de Groningue. Il a publié de nombreux articles dans des revues internationales de renom dans le domaine de l'économie monétaire et financière.

Avant de rejoindre la direction de la Banque des Pays-Bas, Klaas Knot a été trésorier général adjoint et directeur des marchés financiers au ministère néerlandais des Finances (2009-2011). Entre 1995 et 2009, il a occupé différents postes à la Banque des Pays-Bas, notamment économiste (confirmé) et directeur de la politique de contrôle. Au cours de cette période, il a également travaillé au sein du Fonds monétaire international (1998-1999) puis de l'autorité néerlandaise de contrôle des fonds de pension et des assurances (2003-2004).

Il a obtenu en 1991 un diplôme d'économie avec mention de l'université de Groningue, puis, en 1995, un doctorat en économie. Il est né le 14 avril 1967 à Ouderdendam.

Klaas Knot

President of the Dutch Bank

Prof. K.H.W. Knot has been President of De Nederlandsche Bank since 1 July 2011. In that capacity he is a member of the Governing Council and the General Council of the European Central Bank, a member of the Financial Stability Board as well as being Governor of the International Monetary Fund.

Knot holds several secondary positions. He is a member of the Board of Directors of the Bank for International Settlements, Chairman of the Koning Willem I Foundation and Chairman of the Mr. N.G. Pierson Foundation. Since 2005 he has been Professor of Economics of Central Banking at the University of Groningen. Knot has published a variety of articles in leading (international) journals in monetary and financial economics.

Before joining the DNB Board, Knot was Deputy Treasurer-General and Director of Financial Markets at the Dutch Ministry of Finance (2009–11). From 1995 to 2009 he held several positions at DNB, varying from (senior) Economist to Director of the Supervisory Policy division. At different intervals during this period, Knot was with the International Monetary Fund (1998-99) and the then Pensions and Insurance Supervisory Authority (2003-04).

In 1991, Klaas Knot graduated with honours in Economics at the University of Groningen. In 1995 he obtained a doctorate in Economics. Born: 14 April 1967 in Ouderdendam.





Jose Antonio Alvarez

Directeur financier groupe, Banco Santander

M. Alvarez est directeur financier du groupe Banco Santander depuis 2004. De 2002 à 2004, avant d'exercer ces fonctions, il était responsable de la direction financière de la société.

Avant de rejoindre Banco Santander, M. Alvarez a été responsable de la direction financière de BBVA (de 1999 à 2002) et de Argentaria (de 1995 à 1999). Il a également été directeur financier de Banco Hipotecario de España, vice-président de Finpostal Gestión Fondos de Inversión y Pensiones et a exercé des fonctions au sein de Banco de Crédito Industrial ainsi que de Instituto Nacional de Industria.

Il a été membre du conseil d'administration d'un certain nombre de sociétés parmi lesquelles Banco de Crédito Local S.A. Il est actuellement membre du conseil d'administration de Santander Consumer S.A., de Santander Brasil S.A., de Santander Global Property S.L., et de Bolsas y Mercados Españoles S.A. Il est également membre du conseil de surveillance de Bank Zachodni WBK S.A.

M. Alvarez est titulaire d'un BA (Hons) en administration des entreprises et économie ainsi que d'un MBA de l'Université de Chicago (GSB).

Jose Antonio Alvarez

Chief Financial Officer, Banco Santander

Mr. Alvarez has served as Chief Financial Officer of Banco Santander since 2004. Prior to this role, Alvarez was Head of the Finance Division of the company from 2002 - 2004.

Before joining Banco Santander, he served as Head of the Finance Division of BBVA (1999 - 2002) and Argentaria (1995 - 1999). His experience also includes serving as Chief Financial Officer for Banco Hipotecario de España, Vice president of Finpostal Gestión Fondos de Inversión y Pensiones, as well as roles at Banco de Crédito Industrial and Instituto Nacional de Industria.

He has served on the Board of Directors for a number of companies including: Banco de Crédito Local S.A.; Now he is serving on the Board of Directors of Santander Consumer S.A.; Santander Brasil, S. A., Santander Global Property, S.L., Bolsas y Mercados Españoles, S.A., Member of the Supervisory Board of Bank Zachodni WBK, S.A.

Mr. Alvarez has a B.A. (Hons) in Business Administration and Economics and an M.B.A. from the University of Chicago (GSB).



La compétitivité en Europe / European competitiveness



**Philippe Aghion**

Professeur d'économie à l'université de Harvard

Philippe Aghion est professeur d'économie à l'université Harvard. Il est titulaire d'un doctorat de l'Université Paris I et d'un PhD. en économie de l'université Harvard. Au cours de sa carrière, il a eu l'occasion de travailler au Massachusetts Institute of Technology, au CNRS, à la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement.

Ses travaux portent principalement sur la croissance et l'économie de la connaissance. Il est plus particulièrement l'auteur de *Inequality, Growth, and Globalization – Theory, History and Policy*, avec Jeffrey Williamson (Cambridge University Press, 1999) ; *Education et Croissance*, avec Elie Cohen (La Documentation française, 2004) ; *Mondialisation, les atouts de la France*, avec Patrick Artus, Elie Cohen et Daniel Cohen (La Documentation française, 2007).

Philippe Aghion est membre du Conseil d'Analyse Economique. Il a par ailleurs contribué à de nombreux rapports, dont le rapport Sapir et celui de la Commission Attali sur La libération de la croissance française. Il a reçu en 2006 la Médaille d'Argent du CNRS.

Philippe Aghion

Professor of Economics at Harvard University

Philippe Aghion (born August 17, 1956) is a French economist. He is Robert C. Waggoner Professor of Economics at Harvard University, having previously been Professor at University College London, an Official Fellow at Nuffield College, Oxford, and an Assistant Professor at Massachusetts Institute of Technology (MIT).

His main research work is on growth and contract theory. With Peter Howitt, he developed the so-called "Schumpeterian paradigm", and extended the paradigm in several directions; much of the resulting work is summarised in his joint book with Howitt entitled "Endogenous Growth Theory".

Aghion is a graduate of the Ecole Normale Supérieure de Cachan (ENS Cachan, Mathematics Section), has a Diplôme d'études approfondies (DEA) in Mathematical Economics from University of Paris 1 Pantheon-Sorbonne, and a Ph.D. from Harvard University (1987). He was elected a Fellow of the American Academy of Arts and Sciences in 2009 and he is a member of the Executive and Supervisory Committee (ESC) of CERGE-EI.





Nicole Bricq

Ministre du commerce extérieur

Agée de 65 ans, Nicole Bricq est titulaire d'une maîtrise en droit privé et spécialiste des finances publiques et de la fiscalité.

Elue conseillère régionale d'Île-de-France en 1986, Nicole Bricq devient présidente de la commission culture.

De 1988 à 1990, elle exerce les fonctions de conseillère technique au sein du cabinet du ministre de la Défense.

En 1992, elle entre au cabinet du ministre de l'Environnement, où elle est conseillère chargée des relations avec le Parlement et les élus.

Nicole Bricq est élue députée de la Seine-et-Marne en 1997 et est membre de la commission des Finances.

Elue en septembre 2004, sénatrice de Seine et Marne Nicole Bricq siège à la commission des Finances, avant d'être élue vice-présidente en octobre 2008, puis rapporteure générale en octobre 2011.

Nommée ministre de l'Ecologie, du Développement durable et de l'Energie en mai 2012, elle est depuis juin 2012 ministre du Commerce extérieur.

Nicole Bricq

Minister for Foreign Trade

Nicole Bricq was elected to the Ile-de-France Regional Council in 1986, and later became chair of the Council's Cultural Committee.

From 1988 to 1990, she served as technical adviser to the office of the Minister of Defence.

In 1992, she was an adviser on the staff of the Minister for the Environment, where she was responsible for relations with Parliament and local officials.

She was elected to Parliament in 1997, representing a constituency in the *département* of Seine-et-Marne, and became a member of the Finance Committee.

In September 2004, she was elected to the Senate, representing the same *département*. She joined the Finance Committee and was elected vice-president in October 2008, and then became General Rapporteur in October 2011.

In the first Ayrault government (May-June 2012), Nicole Bricq served as Minister for Ecology, Sustainable Development and Energy. In June 2012, she was appointed Minister for Foreign Trade.

Nicole Bricq holds a master's degree in private law, and is an expert in public finance and taxation issues. She is 65 years old.





Louis Gallois

Commissaire général à l'investissement

Diplômé de l'École des hautes études commerciales (HEC) et titulaire d'un diplôme d'études supérieures de sciences économiques, Louis Gallois a intégré ensuite l'École Nationale d'Administration (promotion « Charles de Gaulle »).

A l'issue de sa formation, il est affecté au service des activités financières de la direction du Trésor. Entre 1976 et 1978, il occupe la fonction d'attaché financier auprès de l'ambassade de France à Tokyo.

Il revient à la direction du Trésor en 1979. Deux ans plus tard, il est appelé comme directeur de Cabinet auprès de Jean-Pierre Chevènement, nouveau ministre de l'Industrie,

Il prend la tête de la Direction général de l'Industrie entre 1982 et 1986, puis est nommé chargé de mission au ministère de l'Economie et des Finances. Louis Gallois retourne en 1988 auprès de M. Chevènement, alors ministre de la Défense, comme directeur de cabinet civil et militaire.

En 1989, il est nommé président de la SNECMA (Société nationale d'études et de construction des moteurs d'aviation), il devient en 1992 président-directeur général de l'Aérospatiale, puis président de la SNCF entre 1996 et 2006.

D'octobre 2006 à août 2007, il préside Airbus avant de devenir président du comité exécutif d'EADS et, parallèlement, premier vice-président du Groupement des industries aéronautiques et spatiales (GIFAS). En 2011, il participe à la création d'un nouveau think tank « La Fabrique de l'Industrie », dont il est nommé président. Il quitte EADS le 31 mai 2012.

Le mercredi 6 juin 2012, Louis Gallois est nommé en Conseil des ministres Commissaire général à l'investissement, succédant ainsi à René Ricol et prend également la suite de Nicole Mastracci comme Président de la FNARS (Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale) le 22 juin 2012.

Louis Gallois

General Commissioner for Investment

A graduate of the *Ecole des hautes études commerciales* (HEC) and with a *diplôme d'études supérieures de sciences économiques* (postgraduate degree in economic sciences), Louis Gallois subsequently attended the *Ecole Nationale d'Administration*.

His training completed, he was posted to the financial activities department at the Directorate of the Treasury. He was financial attaché to the French Embassy in Tokyo from 1976 to 1978.

He returned to the Treasury in 1979 and, two years later, Jean-Pierre Chevènement, the new Minister for Industry, asked him to be his chief of staff.

From 1982 to 1986, he headed up the Directorate General for Industry before being appointed *chargé de mission* (expert adviser) at the Ministry for the Economy and Finance. In 1988, Gallois again worked for Jean-Pierre Chevènement, then Minister of Defence, this time as Chief of Staff for Civil and Military Affairs.

He was appointed Chairman of the aircraft engine manufacturer SNECMA in 1989, before becoming Chairman and CEO of Aérospatiale in 1992. He then led the SNCF from 1996 to 2006.

He chaired Airbus from October 2006 to August 2007, then EADS' Executive Committee and, concurrently, was First Deputy Chairman of the *Groupement des industries aéronautiques et spatiales* (GIFAS). During 2011, he contributed to setting up and leading the "*La Fabrique de l'Industrie*" think-tank. He left EADS on 31 May 2012.

On Wednesday 6 June 2012, Louis Gallois was named General Commissioner for Investment by Cabinet decree to replace René Ricol. He also succeeded Nicole Mastracci as Chair of the FNARS (*Fédération Nationale des Associations d'Accueil et de Réinsertion Sociale*) on 22 June 2012.





Jean-François Trogrlic
Directeur, BIT France

Instituteur puis responsable du SGEN-CFDT jusqu'en 1985. Membre du Conseil Economique et Social et Président du groupe CFDT de 1982 à 1992. De 1985 à 2005, membre de la Commission exécutive de la CFDT, en charge successivement des relations extérieures et des questions de société, des questions économiques, du développement durable et de la responsabilité sociale et environnementale des entreprises, puis des questions européennes et internationales. De 2005 à 2007, Conseiller pour les Affaires Sociales à la Mission Permanente de la France auprès de l'Organisation des Nations Unies à Genève.

Depuis le 1er janvier 2007, Directeur du Bureau de l'OIT en France.

Jean-François Trogrlic
Director, ILO France

Jean-François Trogrlic was a teacher and then official of the SGEN-CFDT teachers' union until 1985. From 1982 to 1992, he was a member of France's Economic and Social Council and chaired the CFDT union group. From 1985 to 2005, he was a member of the CFDT's Executive Committee, where he was successively responsible for external relations and societal issues, economic issues, sustainable development and corporate social and environmental responsibility, and ultimately European and international issues. From 2005 to 2007, Mr Trogrlic was the social affairs adviser to France's Permanent Mission to the United Nations in Geneva.

Since 1 January 2007, he has been the Director of the ILO Office for France.

**Jacob Wallenberg***Vice-président SAS AB**SEB – Skandinaviska Enskilda Banken AB**Telefonaktiebolaget LM Ericsson***Postes actuels****➤ Président du conseil d'administration**

Investor AB

➤ Vice-président

SAS AB

SEB, Skandinaviska Enskilda Banken AB

Telefonaktiebolaget LM Ericsson

➤ Membre du conseil d'administration

ABB Ltd

The Coca-Cola Company

Fondation Knut et Alice Wallenberg

Stockholm School of Economics

Anciens postes**➤** 1999 - 2005 Vice-président d'Investor AB**➤** 1998 - 2012 Vice-président d'Atlas Copco AB**➤** 1998 - 2005 Président du groupe SEB**➤** 1997 Président et directeur général du groupe SEB**➤** 1995 - 1996 Vice-président exécutif – Banque de financement et d'investissement, groupe SEB**➤** 1993 Intègre le groupe SEB en tant que conseiller du directeur général**➤** 1990 - 1992 Vice-président exécutif d'Investor AB**➤** 1984 - 1990 Groupe SEB**Formation****➤** 1981 MBA de la Wharton School, université de Pennsylvanie**➤** 1980 *Bachelor of Science* en économie de la Wharton School, université de Pennsylvanie**➤** Officier de réserve de la Marine royale suédoise**Informations personnelles**

Né le 13 janvier 1956

Titres honorifiquesDocteur *honoris causa* en économie de la Stockholm School of EconomicsDocteur *honoris causa* en économie de la Hanken School of Economics d'Helsinki

Commandeur de l'ordre du Lion de Finlande

Commandeur de l'ordre de Mai au mérite (Argentine)

Médaille du Roi, 12^e classe (Suède)



Jacob Wallenberg
Vice Chairman SAS AB
SEB – Skandinaviska Enskilda Banken AB
Telefonaktiebolaget LM Ericsson

Present positions

➤ **Chairman of the Board**

Investor AB

➤ **Vice Chairman**

SAS AB
SEB, Skandinaviska Enskilda Banken AB
Telefonaktiebolaget LM Ericsson

➤ **Board member**

ABB Ltd
The Coca-Cola Company
The Knut and Alice Wallenberg Foundation
The Stockholm School of Economics

Previous Positions

- 1999 - 2005 Vice Chairman of Investor AB
- 1998 - 2012 Vice Chairman of Atlas Copco AB
- 1998 - 2005 Chairman of the SEB Group
- 1997 President and CEO of the SEB Group
- 1995 - 1996 Executive Vice President – Corporate and Investment Banking, SEB Group
- 1993 Rejoined the SEB Group as advisor to the CEO
- 1990 - 1992 Executive Vice President of Investor AB
- 1984 - 1990 SEB Group

Education

- 1981 MBA, the Wharton School at the University of Pennsylvania
- 1980 Bachelor of Science in Economics, the Wharton School at the University of Pennsylvania
- Officer in the Royal Swedish Naval reserve

Personal notes

Birth date January 13, 1956

Honours

Honorary Doctor of Economics of the Stockholm School of Economics
Honorary Doctor of Economics of Hanken School of Economics, Helsinki
Commander of the Order of the Lion of Finland
Comendador Orden de Mayo Al Merito (Argentina)
The King's Medal 12th Class (Sweden)





Conclusion



**Pierre Moscovici**

Ministre de l'Économie et des Finances

Pierre Moscovici est titulaire d'une maîtrise d'économie et d'une maîtrise de science politique.

Il a obtenu un DEA de Sciences économiques et un DEA de philosophie.

Il est également diplômé de l'Institut d'Études Politiques de Paris et de l'ENA (promotion Louise Michel).

A sa sortie de l'ENA en 1984, Pierre Moscovici est affecté à la Cour des comptes, où il est aujourd'hui conseiller maître.

Il rejoint le groupe des experts du Parti Socialiste en 1984 et en devient le secrétaire en 1986. Il entre ensuite comme conseiller technique puis chargé de mission auprès de Lionel Jospin, au ministère de l'Éducation nationale, un poste qu'il occupe de 1988 à 1990.

De 1990 à 1994, il est Chef de service de la modernisation du service public et du financement au Commissariat général du Plan.

Spécialiste des questions de budget, il entre à la direction du Parti Socialiste en 1990 où il tient les fonctions de secrétaire national aux études (de 1990 à 1992 et de 1995 à 1997), puis celles de trésorier (de 1992 à 1994).

Il siège comme député au Parlement européen de 1994 à 1997.

Il est élu député du Doubs en 1997. Il est conseiller régional de Franche-Comté de 1998-2004. Il est conseiller général du Doubs de 1994 à 2002.

Il entre dans le gouvernement Jospin en 1997, comme Ministre délégué chargé des Affaires européennes, et ce jusqu'en 2002.

En 2002, il représente les autorités françaises à la Convention européenne.

Il préside le Mouvement européen France de 2005 à 2006.

De juin 2004 à juin 2007, Pierre Moscovici est Vice-président du Parlement européen et député européen (il a été élu dans la circonscription Grand Est).

De 2007 à 2012, il siège comme député à l'Assemblée nationale (4ème circonscription du Doubs). Il est membre de la Commission des Affaires étrangères, puis de la Commission des Finances.

Il est président de Pays de Montbéliard Agglomération (PMA) de 2008 à 2012.

Il est réélu député de la 4ème circonscription du Doubs en juin 2012 et est nommé ministre de l'économie et des finances..





Pierre Moscovici

Minister for the Economy and Finance

Pierre Moscovici holds a Master's degree in Economics and a Master's degree in Political science.

He holds a postgraduate degree in Economics and Philosophy.

He also holds a degree from the Institute of Political Studies (Sciences-Po) and from the Ecole nationale d'administration.

After graduating from the Ecole nationale d'administration in 1984, Pierre Moscovici was appointed to the Cour des comptes (French Court of Audit), of which he is currently a conseiller maître (senior member).

He joined the Socialist Party's Group of Experts in 1984, becoming its chairman in 1986.

He then moved on to the Ministry for National Education in Minister Lionel Jospin's cabinet, first as conseiller technique, then as chargé de mission, a position he held from 1988 to 1990.

From 1990 to 1994, he headed the Public Service Modernisation and Financing Department at the Commissariat général du Plan (French Planning Office).

A specialist in fiscal matters, Mr Moscovici joined the Socialist Party leadership in 1990, where he served first as national secretary responsible for studies (from 1990 to 1992, and again from 1995 to 1997), then as treasurer (from 1992 to 1994).

From 1994 to 1997, he was a Member of the European Parliament.

Elected to the French Parliament from the Doubs département in 1997, he went on to become a Member of the Franche-Comté Regional Council from 1998 to 2004, and of the Doubs département General Council from 1994 to 2002.

Under the Jospin government, (1997-2002), he was Minister Delegate with responsibility for European Affairs.

In 2002, he represented the French authorities at the Convention on the Future of Europe.

He headed the Mouvement européen-France from 2005 to 2006.

From June 2004 to June 2007, Pierre Moscovici was a Vice-President of the European Parliament and MEP (elected in the Grand Est constituency).

From 2007 up until the present, he has been a Member of the French National Assembly (4th constituency in the Doubs), serving on the Foreign Affairs Committee, and subsequently the Finance Committee.

He was President of the Pays de Montbéliard Agglomération (PMA – Greater Montbéliard Authority) from 2008 to 2012.

In June 2012, he was re-elected to the National Assembly from the 4th constituency in the Doubs, and was appointed Minister for the Economy & Finance



Les Entretiens du Trésor

« Croissance et Intégration Solidaire : quelle stratégie pour l'Europe ? » Vendredi 30 novembre 2012. Session consacrée à l'Union budgétaire.

Pierre-Olivier Gourinchas, Professeur d'économie à l'Université de Berkeley et à Sciences Po Paris :

La crise actuelle de l'euro a révélé un certain nombre de failles profondes dans l'architecture de l'Union monétaire européenne.

D'une part, l'intégration financière rapide de pays aux économies disparates, alliée, dans certains cas, à un optimisme excessif quant à leurs perspectives à terme, a généré une vague sans précédent de prêts bancaires transfrontaliers depuis le cœur de la zone euro vers sa périphérie. D'autre part, cette intégration financière a été entreprise sans qu'aient été mis en place, au niveau de la zone euro, les mécanismes correspondants pouvant assurer un degré de surveillance suffisant, ainsi qu'un espace de convergence et d'action politique en temps de crise.

Ces flux de capitaux ont profondément modifié le paysage économique des pays récipiendaires. Ils ont alimenté durant un certain temps une activité économique intense et une rapide croissance de l'emploi dans les secteurs des services et de la construction, parallèlement à une expansion massive des secteurs bancaires nationaux. Bercés par les bonnes nouvelles économiques et des finances publiques en bonne santé apparente, les décideurs se sont laissés aiguiller vers des politiques fiscales contracycliques insuffisantes. Pendant ce temps, les prix et les salaires ont augmenté plus rapidement que la productivité, tandis que la montée des prix de l'immobilier survenue dans certains de ces pays affaiblissait leurs systèmes bancaires.

Le premier coup a été asséné par la crise financière de 2008 et la réduction sans précédent des flux de capitaux mondiaux qui s'en est suivie. Les acteurs du marché ont soudain pris conscience qu'il n'existait pas, au sein de la zone euro, de mécanismes de mutualisation des risques. Les pertes du système bancaire irlandais se sont commuées en pertes subies par les finances publiques irlandaises. A l'inverse, un défaut de paiement de la Grèce entraînerait la chute des banques grecques. Mais les trésors publics n'ont pas la capacité d'absorber les pertes générées par des systèmes bancaires d'envergure plusieurs fois supérieure à celle des économies nationales. Et les banques nationales ne peuvent survivre à une défaillance importante des trésors publics qui sont censés les soutenir. La prise de conscience de ce cercle vicieux liant les banques aux finances publiques s'est traduite par un coup d'arrêt brutal et massif des flux de capitaux, et par la fragmentation quasi-totale des marchés du financement de gros.

La Banque centrale européenne, agissant en tant que gardiens de la monnaie unique, puis le Fonds européen de stabilité financière et le Mécanisme européen de stabilité ont sauté dans la brèche en adoptant une série de mesures de plus en plus interventionnistes, conçues pour suppléer à la disparition des financements privés, et restaurer la confiance dans l'avenir de l'euro. Bon nombre de ces mesures supposaient que la BCE prenne des risques au regard de son bilan, pour soulager les systèmes bancaires nationaux de leurs

charges de financement. Tout récemment, la BCE, afin de rétablir la transmission d'une politique monétaire commune, a offert de procéder à des achats potentiellement illimités de dette souveraine, soumis à la condition d'une assistance financière dispensée par le MES/FESF. Il s'agit dorénavant de faire en sorte que les autorités fiscales et les institutions financières nationales n'exploitent pas systématiquement les garanties implicites offertes par la BCE ou le Fonds européen de stabilisation financière. C'est dans ce contexte que se déroulent bon nombre des discussions visant une plus grande intégration du cadre budgétaire européen.

Questions.

Compte tenu des perspectives que je viens de dresser, je souhaiterais que la table ronde traite des cinq questions suivantes :

1. **Les mécanismes.** Quels sont les mécanismes nécessaires pour renforcer la discipline budgétaire à long terme et la viabilité des finances publiques ? Deux grandes approches sont possibles. La première, sur laquelle se fondait le Traité budgétaire de mars 2012, consiste à demander aux États d'inscrire la culture de la viabilité financière dans le marbre de leurs législations respectives, à travers l'adoption de règles budgétaires strictes (telles que la « règle d'or »), introduites dans la constitution. Cette approche « de bonne gestion ménagère » n'induit pas de transferts directs de fonds, ni de transferts de souveraineté, mais elle permettrait à la BCE d'intervenir sans risque à une large échelle pour soutenir la dette des États en temps de crise, sans mettre en danger les principes de base de la dominance monétaire. La seconde approche fait appel à une surveillance croisée au niveau communautaire, avec un possible droit de veto sur les décisions budgétaires nationales. Elle implique un transfert de souveraineté substantiel. Au stade actuel, les discussions menées dans le cadre du Semestre européen et des lois dites 6-pack et 2-pack adoptées en 2010 et 2011, n'ont pas encore choisi entre ces deux orientations. Dans leur principe, elles devraient être envisagées comme des alternatives, non des solutions complémentaires. L'une doit-elle être préférée à l'autre ?
2. **Le fédéralisme budgétaire.** Avons-nous besoin, sous une forme ou une autre, d'un fédéralisme budgétaire ? L'absence de capacité fiscale propre à la zone euro constitue-t-elle l'une des failles profondes évoquées plus haut ? Comment articuler les discussions actuelles concernant la stabilité fiscale et financière avec les questions relatives au fédéralisme budgétaire, de portée plus vaste et qui s'inscrivent dans le long terme ? Selon la théorie du fédéralisme budgétaire de Wallace Oates (1972), seules les fonctions de gouvernance qui ne sont pas correctement intégrées au niveau subfédéral doivent être portées au niveau fédéral. Parmi les thématiques qui pourraient de toute évidence faire acte de candidature, citons l'environnement, la recherche, ou encore la politique européenne de défense et de sécurité. Serait-il en outre souhaitable de transférer un certain nombre de nos recettes et dépenses les plus récurrentes ? Certaines de nos politiques de protection sociale ? Peut-on également plaider pour une politique budgétaire fédérale macro-économique, visant à compenser l'absence de leviers macro-économiques efficaces au sein de l'Union monétaire – en particulier à l'heure où des règles plus sévères sont imposées aux budgets nationaux ? Le fédéralisme budgétaire ne relève-t-il pas d'une nécessité lorsque les pays adoptent des politiques

d'équilibre budgétaires strictes, à l'instar de ce qui se passe dans certains grands États fédéraux, comme les États-Unis ou le Canada ?

3. **Les euro-obligations.** Les euro-obligations sont-elles nécessaires/suffisantes ? Quelle forme conviendrait-il de leur donner ? La création d'euro-obligations constituerait une avancée naturelle dans le contexte d'un budget important propre à la zone euro. Les dépenses fédérales appellent des ressources fédérales, assorties d'une responsabilité solidaire. Ainsi que l'ont observé de nombreux commentateurs, les euro-obligations contribueraient en outre à rompre le cercle vicieux qui lie les finances publiques et les banques, en réduisant la probabilité de coups d'arrêt brutaux. Les euro-obligations pourraient-elles aider à stabiliser la zone euro en l'absence de budget commun ?
4. **L'Europe à plusieurs vitesses.** L'un des éléments centraux de la crise réside dans la nécessité de nouvelles institutions. Celles-ci pourraient jouer un rôle essentiel dans la stabilisation de la zone couverte par la monnaie unique. Elles pourraient également se révéler indispensables si de nouveaux transferts de souveraineté, notamment budgétaires, sont envisagés. Comment concevoir, dans ce cas, l'interaction entre les institutions de l'Union européenne (la Commission, le Parlement) et ces nouvelles instances ?
5. **La responsabilité démocratique.** De quelle manière pourra-t-on garantir que ces nouvelles institutions respectent des niveaux élémentaires de responsabilité et de représentativité démocratiques, même si elles ont pour vocation le transfert d'une part de la souveraineté nationale à l'échelon fédéral ?

3rd Treasury Talks

“Croissance et Intégration Solidaire: quelle stratégie pour l’Europe?”

Friday November 30, 2012.

Session on Budgetary Union.

Pierre-Olivier Gourinchas, Professor of Economics, UC Berkeley and SciencesPo

Preliminary remarks:

The ongoing Euro crisis revealed a number of deep flaws in the architecture of the European Monetary Union.

On the one hand, the rapid financial integration of disparate economies coupled in some cases with some excessive optimism about their long term prospects led to an unprecedented surge in cross border bank loans from the core of the Eurozone to the periphery. On the other hand, this financial integration was made without corresponding mechanisms at the Eurozone level to ensure a sufficient degree of supervision, convergence and policy space in time of crisis.

These capital flows profoundly altered the economic landscape of the recipient countries. For a while, they fueled strong economic activity and rapid employment growth especially in the services and construction sectors, together with a massive expansion of domestic banking sectors. Good economic news, and overflowing Treasury coffers, lulled policymakers towards insufficiently countercyclical fiscal policies. Along the way, prices and wages rose more rapidly than productivity, while the surge in real estate prices in some countries seriously weakened national banking systems.

The first blow came during the Great Recession and the unprecedented retrenchment in global capital flows it unleashed. All of a sudden, market participants realized that there was no Eurozone mechanism for pooling risks: the losses of the Irish banking system became the losses of the Irish sovereign. Conversely, a default of the Greek sovereign would bring down Greek banks. But sovereigns cannot absorb losses generated by banking systems many times as large as the domestic economy. And national banks cannot survive a large scale default from the sovereign that is supposed to backstop them. What followed the realization of this ‘diabolical loop’ between banks and sovereigns was a ‘sudden stop’ of massive proportions, and the almost complete fragmentation of wholesale funding markets.

Acting as the guardian of the Single Currency, the European Central Bank and the European Financial Stability Facility (and subsequently the European Stability Mechanism) stepped into the void through a series of increasingly aggressive measures designed to substitute for the disappearance of private funding, and restore confidence in the future of the euro. Many of these measures involve the ECB

taking risks on its balance sheet so as to relieve national banking systems from their funding strains. Most recently, the ECB offered some potentially unlimited purchases of sovereign debt, conditioned to ESM / EFSF financial assistance, as a way to restore the transmission of common monetary policy signals. Going forward, the issue is how to ensure that national fiscal authorities and domestic financial institutions do not systematically exploit the implicit guarantees that the ECB or European stabilization funds will be offering.

It is in this context that many of the discussions surrounding the project for a more integrated budget framework are taking place.

Questions.

In this perspective, I hope that the panel will address the following five questions:

1. **Mechanisms.** What mechanisms are needed to enforce long-term budgetary discipline and sustainability of public finances? Two broad approaches are possible. The first, that underlies the March 2012 Fiscal Treaty, consists in asking countries to enshrine the culture of fiscal sustainability in their legislation, through the adoption of tight fiscal rules (such as the “golden rule”) in their constitution. This “house in order” approach does not entail any direct transfer or transfer of sovereignty, yet should allow the ECB to intervene safely and on a broad scale to backstop government debt in times of crisis, without endangering the sound principles of monetary dominance. The second approach calls for surveillance and possibly veto power over budgetary decisions transferred from the national authorities to the European level. This approach involves a substantial transfer of sovereignty. At this stage, the discussions conducted in the context of the European Semester, and the six/two-pack laws adopted in 2010 and 2011, did not choose between the two approaches. In principle these two approaches are substitute, not complement. Should one be preferred to the other?
2. **Fiscal Federalism.** Do we need some form of fiscal federalism? Does the absence of a proper fiscal capacity at the euro zone constitute one of the deep flaws I was referring to? How should we articulate the current discussions on fiscal and financial stability together with broader and long-term issues of fiscal federalism? Wallace Oates’ (1972) theory of fiscal federalism argues that only those government functions that are not properly internalized at the sub-federal level should be carried out at the federal level. Obvious candidates are environmental policy, research, or European defense and security. Do we also need to transfer some of the most cyclical receipts and expenses, some of the social welfare policies? Can a case also be made for a federal macroeconomic fiscal policy as a way to offset the lack of effective macroeconomic levers in the currency union – especially as rules on national budgets are being strengthened? Is fiscal federalism more or less needed if countries adopt “house in order” policies, as in all big federal states like the US, Canada?

3. **Eurobonds.** Are Eurobonds necessary/sufficient and what form should they take? Eurobonds would be a natural development in the context of a sizeable Eurozone budget. Federal outlays call for federal resources, with joint and several liability. As many commentators observed, Eurobonds would also help sever the 'diabolical loop' between sovereigns and banks, reducing the likelihood of sudden stops. Can Eurobonds also help stabilize the Eurozone in the absence of common budget and how should they be designed?
4. **Multiple-speed Europe.** A central element of the crisis is the need for new institutions to emerge. These institutions may be essential to stabilize the single currency area. They may also well be necessary if new transfers of sovereignty, notably on budget issues, are contemplated. How then should we think about the interaction between European Union institutions (the commission, the European parliament) and these new institutions?
5. **Democratic accountability.** How can we ensure that these new institutions maintain elemental levels of democratic accountability and representativity, even as they transfer some sovereignty from the national to the federal level?

Conditions minimales requises pour une Union bancaire efficace

Jean Pisani-Ferry

Document élaboré pour les *Entretiens du Trésor*, Paris, 30 novembre 2012

La création de l'Union bancaire est un objectif ambitieux dont la concrétisation totale nécessitera du temps. Les négociations correspondantes ont un caractère très technique, et affectent une multitude d'intérêts spécifiques légitimement soucieux des implications de la révision à venir du régime de supervision européen. Dans ce contexte, il y a un risque de perdre de vue la raison d'être même du projet : remédier à la faille systémique présente dans la conception de l'Union économique et monétaire, et assurer sa résilience future.

Cette table ronde devra mettre l'accent sur les conditions minimales requises pour l'efficacité de l'Union bancaire. Les questions à traiter seront les suivantes :

1. *Base juridique.* L'article 127(6) fournit-il une base suffisamment solide pour permettre la mise en place de la supervision commune ?
2. *Champ d'application.* Comment appréhender l'ampleur (6000 banques) et la diversité du système bancaire de la zone euro ? Selon quels critères conviendra-t-il de déterminer quelles banques seront directement supervisées par la BCE ? Quels seraient les meilleurs schémas permettant de déléguer la supervision à des autorités nationales, tout en conservant une centralisation de la responsabilité ultime ?
3. *Extension hors zone euro.* Les États non membres de la zone euro présentent des caractéristiques diverses, selon qu'ils cherchent ou non à y adhérer, en fonction de leur aptitude à une telle adhésion, et de la proportion de filiales d'établissements de la zone euro que compte leur propre système bancaire. Dans quelle mesure est-il souhaitable que certains de ces pays participent à l'Union bancaire dès ses débuts ?
4. *Conflits d'intérêts.* Les schémas de supervision devront : (a) garantir l'obligation de rendre des comptes, (b) éviter les conflits d'intérêts entre les politiques monétaire et de supervision, (c) préserver l'indépendance de la BCE. Concilier ces trois objectifs est-il possible ?
5. *Gouvernance.* Les comités nombreux sont de mauvais gestionnaires de crises. Comment assurer l'efficacité de la prise de décision ?
6. *Répercussions.* Quelles sont les répercussions principales que les décideurs devront avoir à l'esprit pour pouvoir tenir compte des intérêts de l'UE et de ceux des pays partenaires ne participant pas à l'Union bancaire ?
7. *Résolution bancaire.* L'alliance d'une supervision centralisée et d'un pouvoir de résolution bancaire décentralisé serait une source d'incohérence. Cependant, au stade actuel d'avancement du projet, les discussions sont concentrées sur la seule l'autorité de supervision. De quelle manière envisager la création d'un régime de résolution commun ? Quelle devra être l'autorité de résolution ? Quel calendrier adopter ?

8. *Mécanisme de soutien budgétaire (fiscal backstop)*. Le meilleur régime de résolution ne saurait éliminer les risques extrêmes. La répartition de la charge devra être définie au préalable, sous le « voile de l'ignorance » De quelle façon ?
9. *Transition*. A quel rythme le régime de supervision commun pourra-t-il entrer en vigueur ?
10. *Coûts hérités du passé*. Le principe de l'intervention du Mécanisme de stabilité européen doit-il consister à faire supporter par les instances nationales les coûts hérités du passé, tandis que les risques futurs restants seraient mutualisés ? Comment opérer ce tri ?

Minimal Requirements for an Effective Banking Union

Jean Pisani-Ferry

Prepared for *Les Entretiens du Trésor*, Paris, 30 November 2012

Banking Union is an ambitious endeavour which will take time to materialise in full. Negotiations are highly technical and a host of specific interests are legitimately concerned about the consequences of the coming overhaul of the European supervision regime. In this context there is a risk to lose sight of the *raison d'être* of the European banking union project: to remedy a systemic flaw in the design of Economic and Monetary Union and guarantee its future resilience.

The roundtable should focus on the minimal requirements for an effective banking union. Questions to be addressed include:

1. *Legal basis.* Is 127(6) a sound enough basis for establishing common supervision?
2. *Scope.* How to cope with the size (6000 banks) and diversity of the euro-area banking system? Which should be the criteria for determining which banks should be directly supervised by the ECB? What are the best ways to delegate supervision to national authorities while keeping the ultimate authority centralised?
3. *Breadth.* Non-euro area members are diverse, depending on their willingness and ability to join the euro and depending on the share of subsidiaries of euro-area banks in their own banking systems. What is the desirability of them participating in banking union from the outset?
4. *Conflicts of interest.* Supervisory arrangements must (a) guarantee accountability, (b) avoid conflicts of interest between monetary and supervisory policy and (c) preserve the independence of ECB. Is this feasible?
5. *Governance.* Large committees are poor crisis managers. How can effectiveness in decision-making be ensured?
6. *Spillovers.* What are the key spillovers policymakers should be aware of so that the interests of EU and partner countries not participating in the banking union are duly taken into account?
7. *Resolution.* Centralised supervision with decentralised resolution is a recipe for inconsistency. Yet discussions at this stage concentrate on supervision only. How should the establishment of a common resolution regime be envisaged, what should the resolution authority be, what is the appropriate timetable?
8. *Fiscal backstop.* The best resolution regime does not eliminate tail risks. Burden sharing must be defined ex ante under a veil of ignorance. How?
9. *Transition.* How fast can the common supervisory regime be made effective?
10. *Legacy costs.* Should the principle for ESM intervention be that identified legacy costs are to be borne by the sovereign while remaining future risks are mutualised? How can they be separated out?

Rétablir la croissance et la compétitivité en Europe

Philippe Aghion

23 novembre 2012

Introduction

Il est désormais communément admis que les investissements dans la R-D et dans la connaissance sont essentiels à la croissance et à la compétitivité. Le rôle des réformes structurelles visant à assouplir les marchés des biens et du travail ne fait pas non plus débat. En revanche, le rôle que les États européens devraient jouer dans le processus de croissance est plus controversé. Le débat sur le rôle de l'État a été relancé par la crise financière, dans la mesure où cette dernière est devenue une crise des dettes souveraines obligeant les gouvernements à faire un choix difficile entre réduire rapidement la dette et les déficits publics et soutenir la croissance, tous deux nécessaires.

L'une des réponses à la crise des dettes souveraines est un État a minima, d'inspiration néoconservatrice, qui veut que pour réduire les déficits publics tout en stimulant la croissance et l'emploi, les gouvernements doivent se recentrer sur leurs fonctions essentielles comme le maintien de l'ordre. Dans cette note, nous avançons la thèse que l'enjeu n'est pas tant la taille de l'État que sa gouvernance. En d'autres termes, c'est plus d'un État *stratège* que d'un État amaigri dont nous avons besoin pour favoriser la croissance économique dans nos pays. Cette idée d'un État stratège, qui cible ses investissements afin de maximiser la croissance dans un contexte budgétaire fortement contraint, se démarque des conceptions keynésienne et néolibérale du rôle de l'État, soutien de la croissance au moyen de politiques de la demande dans le premier cas, et État a minima réduit à ses fonctions régaliennes dans le second cas. Nous précisons, dans la suite de la présente note, notre conception de l'« État intelligent » avant d'appliquer cette notion à la politique de croissance européenne.

Investir dans la croissance tout en réduisant les déficits publics : l'État stratège

Les pays de la zone euro, plus particulièrement ceux du sud, sont confrontés à un problème crucial : comment concilier la nécessité d'investir dans les leviers de croissance à long terme décrits supra avec celle de réduire la dette et les déficits publics. Les gouvernements et les États peuvent réussir cette gageure en devenant *stratèges*, et en commençant par repenser la dépense publique. En particulier, les États doivent renoncer aux politiques keynésiennes qui visent à stimuler la croissance au moyen de dépenses publiques tous azimuts pour au contraire cibler les investissements publics sur un nombre limité de domaines et de secteurs générateurs de croissance : l'éducation, les universités, les PME innovantes, les politiques du marché du travail, l'accompagnement de l'assouplissement des marchés des biens et du travail ou encore les secteurs industriels présentant un fort potentiel de croissance et des effets d'externalité.

En second lieu, les gouvernements doivent lier financements publics et évolution de la gouvernance des secteurs dans lesquels ils investissent, afin de s'assurer que les fonds publics sont utilisés à bon escient. À titre d'exemple, les investissements publics dans le domaine de l'éducation doivent être conditionnés à des actions concrètes des écoles pour améliorer leurs méthodes pédagogiques et apporter un soutien personnalisé aux élèves. De la même manière,

l'augmentation, au demeurant nécessaire, des investissements dans le domaine de l'enseignement supérieur doit être conditionnée à la recherche de l'excellence par les universités et à l'adoption de règles de gouvernance adaptées.

Mesures de nature à stimuler la croissance et la compétitivité en Europe à long terme¹

Ainsi, les mesures pour stimuler la croissance des membres de l'Union européenne et, plus particulièrement, des pays de la zone euro, devraient s'articuler autour d'au moins trois axes complémentaires : i) des réformes structurelles, notamment la libéralisation des marchés des biens et du travail, dans lesquelles les fonds européens ont un grand rôle à jouer à condition que le fléchage et la gouvernance de ces fonds soient modifiés de façon adéquate ; ii) des investissements dans le secteur industriel en application d'une politique industrielle dont le rôle et l'orientation auront été repensés et portés par la recapitalisation de la Banque européenne d'investissement et les emprunts obligataires pour le financement de projets, proposés par la Commission européenne ; iii) une politique macroéconomique plus contracyclique au sein de la zone euro qui, notamment, parte de la valeur structurelle (c'est-à-dire corrigée des effets de la conjoncture) de la dette et du déficit publics.

1: Les réformes structurelles et le rôle des fonds structurels

Les dirigeants européens s'accordent largement sur l'importance des réformes structurelles, en particulier la libéralisation des marchés du travail et des biens et la réforme de l'enseignement supérieur, pour favoriser la croissance à long terme en Europe. La convergence de l'ensemble de la zone euro vers les meilleures pratiques en matière de libéralisation des marchés du travail et des biens générerait un gain de 0,3 à 0,4 point de croissance à court terme et jusqu'à 0,6 point d'ici à 2050. Si les pratiques du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Danemark en matière d'enseignement supérieur étaient adoptées par tous les États de la zone euro, c'est même un point de croissance qui serait gagné. Les fonds structurels peuvent être réaffectés en partie à la mise en œuvre des réformes structurelles. Jusqu'à présent, ces fonds ont principalement été employés pour financer des projets d'investissement à moyen terme et pour favoriser la cohésion socioéconomique au sein de l'Union européenne. Par ailleurs, ces fonds sont attribués *ex ante* en fonction du PIB des États bénéficiaires par rapport à la moyenne européenne, de leur population et de leur superficie. Il serait préférable que ces fonds deviennent *transformateurs*, c'est-à-dire qu'ils aident à réformer les secteurs auxquels ils sont destinés². En ce qui concerne la gouvernance des fonds structurels, l'attribution de ces fonds doit être décidée par les agences européennes en s'inspirant de la pratique du Conseil européen de la recherche, c'est-à-dire selon une approche ascendante (*bottom up*) et en prévoyant une évaluation par des pairs en amont et en

¹ Ces réflexions ont été développées en collaboration avec le think tank Bruegel.

² Les fonds structurels participeraient ainsi au financement des *coûts de transition*. L'allocation de ces fonds doit servir à atteindre des objectifs bien précis (meilleur encadrement dans l'enseignement, amélioration de l'organisation des agences pour l'emploi, introduction de la portabilité des droits à pension entre plusieurs pays, établissement d'équivalences entre les diplômes donnant accès à des emplois tertiaires, etc.) et les fonds ne doivent être accordés qu'à condition que l'État ou la région bénéficiaire n'ait pas adopté de mesures contraires à l'objectif poursuivi.

aval.

2: Une nouvelle politique d'investissement en Europe

Pour stimuler la croissance, l'Europe doit également davantage investir dans des branches d'activité porteuses de croissance. Une note de P. Aghion, J. Boulanger et Elie Cohen pour le think tank Bruegel (Juin 2011) fait état d'études récentes montrant que les aides sectorielles ont plus de chance de stimuler la croissance si : a) elles ciblent les secteurs ayant le plus fort potentiel de croissance, lequel se mesure notamment à l'importance accordée aux compétences dans les différents secteurs ; b) elles ciblent les secteurs les plus concurrentiels et stimulent la concurrence au sein de chaque secteur. Des travaux menés en 2011 par N. Nunn et D. Trefler sur des thématiques voisines concluent que les aides d'État sectorielles devraient cibler les secteurs présentant le plus fort potentiel de croissance, en particulier ceux qui font le plus appel aux compétences. Pour que la politique industrielle européenne soit efficace, elle doit donc mettre l'accent sur les secteurs de haute technologie, tels que ceux de l'informatique ou de l'énergie et au premier chef le secteur « électricité » de la classification CITI³.

Mesures de nature à stimuler la compétitivité à court terme

La recherche d'une amélioration de la compétitivité à court terme peut conduire les États européens les moins compétitifs à procéder à des dévaluations réelles, par des accords de modération salariale conclus entre employeurs et salariés ou au moyen de l'outil de la dévaluation fiscale, théorisé par Keynes en 1931. L'idée d'une hausse de la TVA ou d'autres impôts de type CSG pour financer une réduction des charges sur les salaires et des cotisations des entreprises au financement du système de sécurité sociale, s'inscrit dans cette logique.

Conclusion

La présente note défend la thèse que trois types de mesures doivent être mis en pour rétablir la croissance et la compétitivité en Europe : premièrement, des réformes structurelles visant à fluidifier le fonctionnement des marchés des biens et du travail ; deuxièmement, des investissements générateurs de croissance ayant une dimension à la fois horizontale et verticale (c'est-à-dire sectorielle), couplés à une réduction des dépenses publiques dans d'autres domaines et secteurs ; troisièmement, une combinaison de modération salariale et de dévaluations fiscales pour améliorer à court terme la compétitivité, dans les pays actuellement moins performants sur ce terrain. Ces politiques devraient être soutenues, au niveau de l'UE, par une politique macroéconomique accommodante dont la priorité serait d'apporter une bouffée d'oxygène aux pays les moins compétitifs, en autorisant des taux d'inflation plus élevés dans les pays les plus compétitifs. En outre, cette politique devrait être contracyclique et, en particulier, fixer des objectifs de déficits systématiquement corrigés des effets de la conjoncture, de manière à

³ Or, l'examen de la composition du portefeuille d'investissements de la BEI au sein de l'Union européenne révèle que la Banque investit environ deux fois plus dans le secteur des transports que dans celui de l'énergie. Les États membres de l'UE doivent donc non seulement élargir le champ d'activité de la BEI, en la recapitalisant et en se servant du budget européen comme levier pour obtenir davantage de cofinancements, mais également veiller à ce que la BEI et les agences européennes en charge de la politique d'investissement ciblent des secteurs ayant un fort potentiel de croissance, tels que l'énergie.

permettre aux gouvernements de poursuivre des investissements porteurs de croissance tout au long du cycle.

Restoring Growth and Competitiveness in Europe

Philippe Aghion

23 November 2012

Introduction

The importance of investing in R&D and knowledge for growth and competitiveness is now commonly acknowledged. So is the role for structural reforms aimed at making product and labor markets more flexible. More controversial however is the role that European states should play in the growth process. The debate on the role of state has been revived by the financial crisis to the extent that this crisis has turned into a public debt crisis, thereby forcing governments to make difficult choices between the need to quickly reduce public debt and deficits on the one hand, and the need to support growth on the other hand.

One response to the public debt crisis is the neo-conservative approach of a minimal state: namely, to reduce public deficits while stimulating growth and employment, governments should focus attention on basic functions such as maintaining law and order. In this note we argue that it is not so much the size of the State which is at stake, but rather its governance. In other words, it is not so much a reduced state that we need to foster economic growth in our countries, but a *strategic* state. This idea of a strategic state that targets its investments to maximize growth in the face of hard budget constraints, departs both, from the Keynesian view of a state sustaining growth through demand-driven policies, and from the neo-liberal view of a minimal state confined to its regalian functions. In what follows we spell out our view of the “smart state” and apply it to European growth policy.

Investing in growth while reducing public deficits: the strategic state

A main issue facing countries in the euro area, particularly in its Southern part, is how to reconcile the need to invest in the above long run growth levers with that of reducing public debt and deficits. To address the challenge of reconciling growth with greater budgetary discipline, governments and states must become *strategic*. This first means to adopt a new approach to public spending: in particular, states must depart from the Keynesian policies aimed at fostering growth through indiscriminate public spending, and instead focus public investments on a limited number of growth-enhancing areas and sectors: education, universities, innovative SMEs, labor market policies and support to labor and product market flexibility; industrial sectors with high growth potential and externalities.

Second, governments must link public financing to changes in the governance of sectors they invest in: how can one make sure that government funds will be appropriately used? For example, public investments in education must be conditional upon schools taking concrete steps to improve pedagogical methods and to provide individual support to students. Similarly, the

necessary increases in higher education investments must be conditional upon universities going for excellence and adopting the required governance rules

Long term policies to enhance growth and competitiveness in Europe

The above discussion suggests at least three complementary directions for a new growth package for EU and in particular Eurozone countries: (i) structural reforms starting with the liberalization of product and labor markets: here we will argue that an important role can be played by structural funds provided the targeting and governance of these funds is suitably modified; (ii) industrial investments along the lines suggested by our above discussion on the role and design of industrial policy: here, a recapitalized European Investment Bank together with the project bonds suggested by the European Commission should play a leading role; (iii) a more countercyclical macroeconomic policy within the Eurozone, in particular by always relying on structural (i.e corrected for cyclical variations) measures of public debts and deficits.

1: Structural reforms and the role of structural funds

There is a broad consensus among European leaders regarding the importance of structural reforms, in particular product and labor market liberalization and higher education reform, to foster long run growth Europe. Converging towards the best practice in terms of product and labor market liberalization generates a growth gain of between 0.3 and 0.4 already in the short run, and up to 0.6 by 2050. Altogether, a full percentage point in growth can be gained through structural convergence towards those three countries. Structural funds can be partly reoriented towards facilitating the implementation of structural reforms. So far, these funds have been used mainly to finance medium-term investment projects and to fostering socio-economic cohesion within the EU. Moreover, these funds are allocated ex ante based on recipient countries' GDP relative to the EU average, population and surface. Instead, these funds should become *transformative*, in other words they should help achieve structural reforms in the sectors they are targeted to. ¹As for the governance of Structural Funds, the allocation of funds should be made by European agencies on the model of the European Research Council: bottom up approach with peer evaluation ex ante and ex post.

2: A new European Investment Policy

Growth also requires more European investments in growth-enhancing activities. In Aghion-Boulangier-Cohen (2011) we survey recent studies suggesting that sectoral aid are more likely to

¹ Thus these funds would help finance *transition costs*. The allocation of funds should be to well-specified deliverables (provision of better tutorship in education, improvements in the organization of employment agencies, transition to portable pensions rights across two or more countries, setting up of diploma equivalence for service jobs,...) and should be also conditional upon the country or region not having put in place a general policy that contradicts the purpose of the fund allocation.

be growth-enhancing if: (a) they target sectors with higher growth potential, one measure of it being the extent to which various industries are skill-biased; (b) they target more competitive sector and enhance competition within the sector. Related work by Nunn and Trifler (2011) suggests that sectoral state aid should target sectors with higher growth potential, in particular those that are more skill-intensive. An effective European industrial policy should focus instead on more high-tech sectors such as IT or the energy sector, in particular the “electricity” sector of the ISIC industrial classification.²

Short term policies to enhance competitiveness

Increasing competitiveness in the short run may lead less competitive countries in Europe to engage in real devaluations. Such devaluations can in turn be achieved first by wage moderation agreements between employers and employees, but also through fiscal devaluations. The idea was introduced by Keynes in 1931, and a modern form such devaluations might take is an increase in VAT to finance reductions in firms’ payroll taxes and their contributions to the funding of the social security system.

Conclusion

In this note we argued that three sets of policies should be pursued to restore growth and competitiveness in European countries: first, structural reforms to increase the fluidity of labor and product markets; second, growth-enhancing investments with both, horizontal and vertical (i.e. sectoral) focus together with reductions in public spending in other areas and sectors; third, a combination of wage moderation and fiscal devaluations to enhance competitiveness in the short run in currently less competitive countries. These policies should be supported by an accommodating macroeconomic policy at EU level. Such a policy should first provide breathing space to less competitive countries by allowing for higher inflation rates in the more competitive countries. Also, this policy should be countercyclical, and in particular it should set deficit objectives that are always corrected for the business cycle, so as to allow governments to maintain growth-enhancing investments over the cycle.

² However, if we look at the composition of the EIB’s investment portfolio within the European Union, we find that the EIB invests about twice as much in the Transport sector as it does in the Energy sector. This suggests that EU countries should not only increase the scope of EIB activities, both by recapitalizing it and by using the European budget as a leveraging device to mobilize additional co-financing, but also they should make sure that the EIB and the EU agencies in charge of investment policy, target sectors like energy with higher growth potential.

Ses valeurs

L'ouverture

C'est la conscience de la diversité des intérêts au sein de la société, à laquelle la DG Trésor doit être attentive, et la volonté de trouver l'équilibre optimal dans la recherche de l'intérêt général. C'est aussi, la diversité des agents qui composent la direction et la conscience de la force qui en découle.

La loyauté

Elle doit guider toutes les actions de la DG Trésor. Loyauté vis-à-vis des citoyens qui conduit à mettre au-dessus de tout la recherche de l'intérêt général ; loyauté vis-à-vis des autorités politiques qui implique de tout mettre en œuvre pour répondre aux directives données ; loyauté vis-à-vis de soi-même qui engage à faire des propositions impartiales résultant d'une réflexion rigoureuse.

L'engagement

C'est la volonté de mettre ses forces au service de l'intérêt général ; c'est rechercher la modernisation de l'économie ; c'est la volonté de proposer des solutions durables pour le bien de la collectivité et des générations futures.

L'esprit d'équipe

Parce que quel que soit son poste, son grade, sa fonction, chacun a une contribution à apporter. Ce n'est pas la juxtaposition des compétences qui rend l'ensemble efficient, mais le mélange, l'interaction et le fait de tendre vers un idéal commun, en jouant collectif.

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE

Ministère de l'Économie et des Finances,
Ministère du Commerce extérieur
Direction générale du Trésor
139, rue de Bercy
75 572 PARIS CEDEX 12

www.tresor.economie.gouv.fr

Conception graphique : studio Sircom
Crédits photographiques : D.R.
Conseil de l'Union européenne

NOVEMBRE 2012

TRÉSOR
DIRECTION GÉNÉRALE



Conseil de politique économique

Négociations internationales

Analyse et prévisions

Appui à l'export

Régulation financière



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

MINISTÈRE
DU COMMERCE
EXTÉRIEUR

La direction générale du Trésor est au service des ministres pour leur proposer et conduire, sous leur autorité, la politique économique française et la défendre en Europe et dans le monde.

G20

Ecofin / Eurogroupe

OMC

Réformes

Développement

Compétitivité

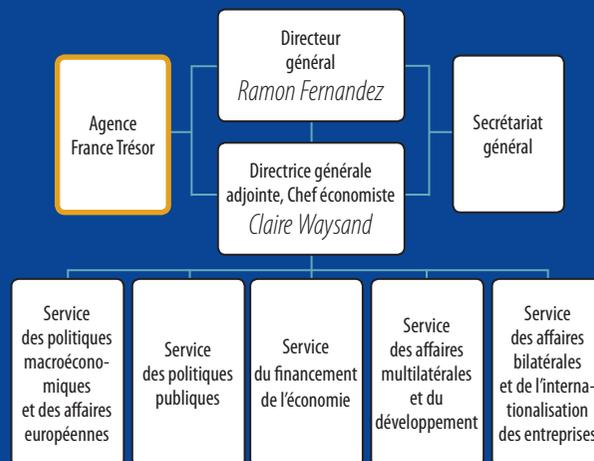
Ses missions

- La direction générale du Trésor élabore des prévisions économiques et conseille les ministres sur les politiques économiques et les politiques publiques dans les domaines financier, social et sectoriel.
- Elle veille à la régulation du financement de l'économie et des institutions intervenant en matière d'assurance, de banque et d'investissement sur les marchés financiers.
- Elle participe aux négociations financières et commerciales bilatérales et multilatérales, et supervise l'aide au développement.
- Elle assure le soutien à l'export et à l'investissement à l'étranger des entreprises.
- Par ailleurs, la direction générale du Trésor gère la trésorerie et la dette de l'État à travers l'Agence France Trésor.

La gouvernance



La gouvernance est assurée par Ramon Fernandez, directeur général et Claire Waysand, directrice générale adjointe, chef économiste du ministère de l'Économie et des Finances.



Elle emploie près de 1 700 agents.

Son réseau international et régional

Le réseau international de la DG Trésor est constitué de 28 circonscriptions, placées sous l'autorité de chefs des services économiques régionaux en charge de coordonner et d'animer l'activité des services économiques des ambassades de leur zone de compétence.

Les services économiques ont pour missions :

- l'analyse et la veille économique et financière de l'environnement économique international ;
- le conseil et la prévision pour l'information du gouvernement, les prises de position internationales, la préparation des entretiens ou déplacements du Président de la République ou des membres du gouvernement ;
- les études comparatives internationales, pour la conduite des politiques publiques ;
- les missions régaliennes de soutien aux entreprises, notamment par la surveillance des conditions d'accès au marché et l'appui aux grands contrats.

En région, la DG Trésor dispose de relais opérationnels au sein des Direccte (directions régionales des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi).



Retrouvez toutes les informations sur notre
site Internet :

<http://www.tresor.economie.gouv.fr/>

